



ÉTUDES ÉCONOMIQUES

ROYAUME-UNI

I. 2. b. 5.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PARIS JUILLET 1966

STATISTIQUES DE BASE DU ROYAUME-UNI

LE PAYS

Superficie totale (milliers de km ²)	244	Villes principales (millions d'habitants en juin 1964) :	
Superficie agricole (milliers de km ²) ...	197	— Grand Londres	8,2
		— Birmingham	1,1
		— Glasgow	1,0
		— Liverpool	0,7
		— Manchester	0,6

POPULATION

Population (juin 1965)	54.436.000	Population active totale, en juin 1964	23.147.000
Densité au km ²	223	Salariés des industries manufacturières en juin 1965	8.847.000
Accroissement annuel net (moyenne 1961-65)	352.000		
Taux d'accroissement net par 1.000 hab. (moyenne 1961-65)	7		

PRODUCTION

Produit national brut en 1964 (millions de livres aux prix du marché)	32.914	Origine du PIB au coût des facteurs en 1964 (en %) :	
PNB par habitant en 1964 (§ des États-Unis)	1.705	— Agriculture, sylviculture et pêche ..	4
Formation brute de capital fixe en 1964 :		— Industrie	39
— en pourcentage du PNB	17,6	— Construction	7
— par habitant (§ des États-Unis)	300	— Services et distribution	50

L'ÉTAT

Dépenses ordinaires du secteur public en 1964 (en % du PNB)	17	Composition de la Chambre des Communes (31 mars 1966) :	
Recettes ordinaires du secteur public en 1964 (en % du PNB)	31	— Travailleurs	363 sièges
Dette publique au 31 mars 1964 (en % des recettes ordinaires du secteur public)	294	— Conservateurs	253 —
		— Libéraux	12 —
		Dernières élections : 31 mars 1966.	

NIVEAU DE VIE

Calories par habitant, par jour (1962-63)	3.290	Nombre de voitures par 1.000 habitants (1963)	141
Consommation d'énergie par habitant 1963 (tonnes métriques, équivalent en charbon)	5,09	Nombre de téléphones par 1.000 habitants (1963)	171
Gains hebdomadaires moyens des ouvriers masculins dans l'industrie en octobre 1965	391s. 9d.	Nombre de licences pour les postes de télévision par 1.000 habitants (1963) ..	238

COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations :		Importations :	
Exportation de biens et services en % du PNB (moyenne 1960-64)	19	Importations de biens et services en % du PNB (moyenne 1960-65)	20
Principaux produits exportés (en % des exportations totales en 1965) :		Principaux produits importés (en % des importations totales en 1965) :	
— Machines	27	— Pétrole et produits pétroliers	11
— Matériel de transport	15	— Machines	9
— Produits chimiques	9	— Viande	6
— Textiles	6	— Métaux non-ferreux	6
— Sidérurgie	5	— Fruits et légumes	5
— Métaux non ferreux	4	— Fibres textiles non manufacturées ..	5

LA MONNAIE

Unité monétaire : livre sterling.		Unité monétaire par dollar des États-Unis	0,357
-----------------------------------	--	---	-------

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

ROYAUME-UNI

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, par les membres de l'Organisation Européenne de Coopération Economique, ainsi que par le Canada et les Etats-Unis. Aux termes de cette Convention, l'OCDE a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;*
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;*
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.*

La personnalité juridique que possédait l'Organisation Européenne de Coopération Economique se continue dans l'OCDE, dont la création a pris effet le 30 septembre 1961.

Les membres de l'OCDE sont : la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

Ce document a été approuvé
par le Comité d'Examen des Situations Économiques
et des Problèmes de Développement
en Juillet 1966.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
I Les origines de la situation actuelle	5
II Evolution récente et perspectives	9
Evolution récente	9
Perspectives	17
III Perspectives à moyen terme	20
Tendances de l'économie nationale.	20
La balance des paiements	24
IV Conclusions : Problèmes de Politique générale	28
Annexe statistique	33

PAGE BLANCHE

INTRODUCTION

Depuis 1964, toute la politique du Royaume-Uni se trouve conditionnée par la nécessité de réduire le déficit considérable de la balance des paiements. Ce déficit a été réduit de moitié en 1965. Il devrait encore diminuer en 1966, mais cette amélioration pourrait en définitive rester assez limitée en raison notamment de l'intervention de facteurs exceptionnels. L'équilibre ne pourra probablement plus être rétabli avant 1967. Les progrès enregistrés jusqu'à présent résultent de l'effet conjugué d'un accroissement des exportations, des restrictions imposées aux importations et d'une réduction des sorties nettes de capitaux. Ils se sont inscrits sur un fond de croissance économique lente. Le problème qui consiste à trouver les moyens d'accélérer la croissance tout en maintenant l'équilibre de la balance des paiements subsiste donc. Il sera d'autant plus difficile à résoudre durant les prochaines années que le Royaume-Uni devra rembourser la lourde dette extérieure qu'il a contractée pendant la crise récente. Le Gouvernement a pris un certain nombre de mesures destinées à améliorer la compétitivité de l'économie britannique et, partant, à renforcer la balance des paiements. Toutefois, aussi énergique que puisse être leur application, ces mesures ne produiront probablement pas d'effet notable sur les paiements extérieurs avant un certain temps. C'est pourquoi les possibilités d'expansion resteront sans doute limitées pendant quelques années. Les douze dernières années ont été marquées par trois séries de coups d'accélérateur suivis de coups de frein. Pour éviter que cette expérience ne se reproduise après la fin de la présente phase d'ajustement, les autorités britanniques devront se montrer plus prudentes que par le passé dans leur politique de régulation de la demande.

La présente étude se compose de quatre parties :

1. Les origines de la situation actuelle;
2. La situation actuelle;
3. Le problème à moyen terme;
4. Conclusions : politiques générales.

I. LES ORIGINES DE LA SITUATION ACTUELLE

La croissance du produit intérieur brut s'est accélérée au cours des dix dernières années, du fait de la progression plus rapide de la population active, d'une part, et de la productivité, d'autre part (tableau 1). Ces der-

nières années, toutefois, la croissance de la production effective par personne employée — à peu près égale à celle des Etats-Unis et du Canada — a été plus lente que celle de la France, de l'Allemagne et de l'Italie. De plus, pendant la période 1955-1965, l'expansion a été plus inégale que dans la plupart des autres pays Membres, le taux de croissance se caractérisant par une irrégularité marquée.

TABLEAU 1. ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION, DES EFFECTIFS DE MAIN-D'ŒUVRE ET DE LA PRODUCTION PAR TÊTE 1954-1964

	1954-60 ¹	1960-64 ¹
	<i>Accroissement annuel moyen, en pourcentage</i>	
Produit intérieur brut	2,8	3,4
Main-d'œuvre	0,5	0,7
Production par tête	2,4	2,7

1. Les chiffres relatifs à la production et à la production par tête ont été ajustés pour éliminer les fluctuations cycliques. Pour calculer le produit intérieur brut, il a été tenu compte des trois optiques possibles : l'optique de la production, celle de la dépense, et celle du revenu.

Source : National Plan Industrial Inquiry.

TABLEAU 2. LA BALANCE

	1953	1954	1955	1956	1957
Importations (f.o.b.)	2.927	2.989	3.386	3.324	3.538
Exportations et réexportations (f.o.b.)	2.683	2.785	3.073	3.377	3.509
Balance commerciale	-244	-204	-313	+53	-29
Services et transferts (net)	+395	+325	+156	+156	+245
Balance des opérations courantes	+151	+121	-157	+209	+216
Opérations en capital à long terme (net)	-194	-191	-122	-187	-106
Balance de base	-43	-70	-279	+22	+110
Erreurs et omissions	+26	+53	+123	+41	+97
Solde des opérations monétaires	+17	+17	+156	-63	-207

1. En 1964 et 1965, les échéances afférentes aux prêts consentis après la guerre par les États-Unis et le Canada, soit un montant de 62 millions de livres par an (intérêts et principal), ont été reportées.

Source : Economic Trends.

La faiblesse du taux de croissance ne saurait être attribuée essentiellement à une insuffisance de la demande globale car, tout en accusant certaines variations, la pression de la demande a été en moyenne assez forte. Dans les phases de plus forte expansion, on a laissé la demande s'accroître trop plutôt que trop peu, ce qui a entraîné des pressions excessives sur les ressources. Chaque fois que cela s'est produit, il a fallu freiner l'expansion pour des raisons d'ordre intérieur aussi bien qu'extérieur et l'économie est alors entrée dans une période de croissance lente. Ces coups de frein répétés ont eu des répercussions défavorables sur l'attitude des chefs d'entreprise et sur les investissements productifs : la croissance de la capacité de production en a été inévitablement affectée.

L'une des principales difficultés a tenu au fait que les exportations n'ont pas constitué un élément dynamique du processus de croissance, leur augmentation ayant été inférieure à celle qui aurait été nécessaire pour financer l'accroissement des importations lié à l'expansion intérieure. C'est la demande intérieure qui a dominé l'évolution, provoquant en un temps relativement court des tensions sur le plan intérieur et une détérioration de la balance des paiements. D'autres facteurs sont toutefois intervenus, notamment l'augmentation considérable enregistrée dans les dépenses publiques nettes à l'étranger au titre de la défense ainsi que dans les sorties nettes de capitaux privés à long terme.

Au cours des dix dernières années, on a enregistré un fléchissement régulier de la part du Royaume-Uni dans les exportations mondiales de produits manufacturés ainsi que dans les importations mondiales. Les

DES PAIEMENTS

En millions de livres sterling.

1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
3.375	3.638	4.137	4.041	4.092	4.366	5.006	5.044
3.407	3.522	3.733	3.892	3.994	4.287	4.471	4.779
+32	-116	-404	-149	-98	-79	-535	-265
+298	+248	+131	+135	+191	+184	+129 ¹	+129 ¹
+330	+132	-273	-14	+93	+105	-406	-136
-193	-251	-185	+77	-93	-162	-363 ¹	-218 ¹
+137	-119	-458	+63	—	-57	-769	-354
+78	-15	+300	-24	+89	-68	+22	+105
-215	+134	+158	-39	-89	+125	+747	+249

**TABLEAU 3. PART DE CERTAINS PAYS
DANS LES EXPORTATIONS MONDIALES DE PRODUITS MANUFACTURÉS**

En pourcentage du total.

	ROYAUME-UNI	ALLE-MAGNE R.F.	FRANCE	ITALIE	ÉTATS-UNIS	CANADA	JAPON
1958	18,2	18,5	8,6	4,1	23,2	5,3	6,0
1959	17,7	19,1	9,2	4,4	21,2	5,3	6,7
1960	16,3	19,3	9,7	5,2	21,6	4,8	6,9
1961	16,2	20,2	9,4	5,7	20,5	4,6	6,8
1962	15,6	20,0	9,2	6,0	20,3	4,5	7,4
1963	15,4	20,3	9,1	6,1	19,7	4,5	7,7
1964	14,2	19,7	8,9	6,4	20,4	4,7	8,3
1965	13,6	19,3	8,9	6,8	20,4	4,5	9,4

1. Exportations des 12 principaux pays manufacturiers (non compris l'URSS, l'Europe orientale et la République populaire de Chine) : Communauté Economique Européenne, Royaume-Uni, États-Unis, Canada, Suède, Suisse et Japon.

Source : OCDE.

exportations du Royaume-Uni ont évolué de façon défavorable par rapport à celles de certains autres pays industrialisés.

Les facteurs pouvant expliquer ce fléchissement ont fait l'objet de nombreuses études¹. Celles-ci suggèrent que la médiocrité de la conception des produits, leur qualité inférieure, ainsi que l'inefficacité des services de vente, ont joué un rôle important, bien que difficile à évaluer. Un autre facteur a été la suppression de la discrimination en faveur des produits britanniques dans la zone sterling et notamment l'élimination, au cours de la décennie 1950-1960, des restrictions quantitatives imposées aux importations de la zone sterling en provenance des États-Unis et du Japon. L'évolution défavorable des prix et des coûts a aussi eu, probablement, une incidence sensible sur le commerce extérieur. La situation des salaires et des coûts du Royaume-Uni, comparée à celle des autres grands pays industrialisés, s'est dégradée de 1950 à 1960, mais elle s'est un peu redressée depuis lors (Graphique 1).

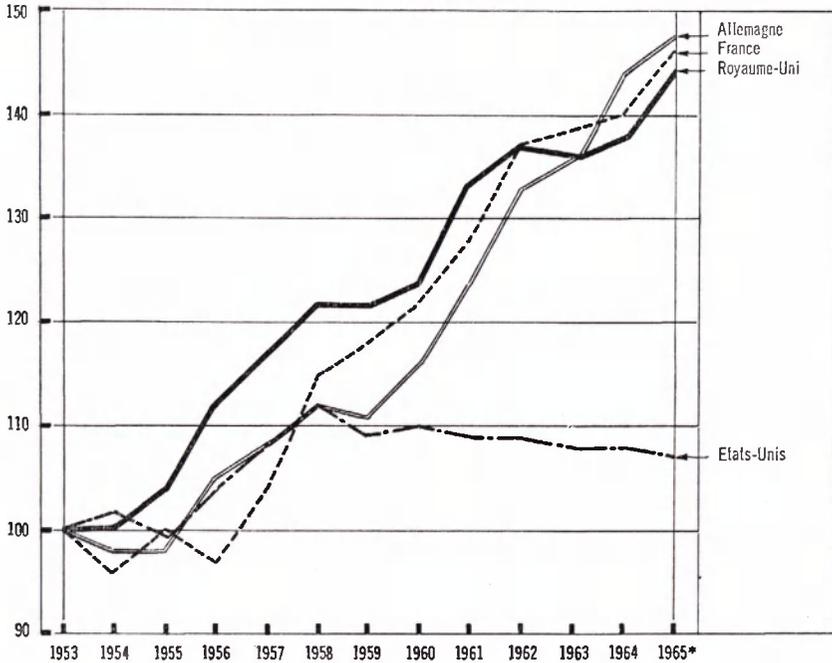
Dans ces conditions, la situation de la balance des paiements n'a cessé d'être précaire. Malgré la lenteur du rythme de croissance, l'excédent des paiements courants — qui n'a atteint en moyenne que 25 millions de livres par an au cours des dix dernières années² mais a marqué d'amples variations par suite des fluctuations cycliques de la demande — a été insuffisant pour financer les engagements du compte des opérations en capital.

1. Voir, par exemple, « Export Trends » et « Imports of Manufactures » du Conseil National du Développement Economique.

2. Compte non tenu d'un poste résiduel régulièrement positif qui recouvre en partie des recettes non recensées au titre des opérations courantes.

**Graphique 1. COUTS UNITAIRES DE LA MAIN-D'ŒUVRE
DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES**

1953 = 100



1965 : Estimations du Secrétariat.

Source : Secrétariat de l'OCDE.

II. ÉVOLUTION RÉCENTE ET PERSPECTIVES

Evolution récente

S'étant fixé comme objectif immédiat d'enrayer aussi rapidement que possible le déficit de la balance de base et de rétablir ensuite l'équilibre le Gouvernement a pris, depuis la fin de 1964, une série de mesures visant à freiner la croissance de la demande intérieure et à réduire les dépenses à l'étranger du secteur public ainsi que les sorties de capitaux. Cette stratégie

a été renforcée par la surtaxe à l'importation qui, lorsqu'elle sera supprimée en novembre prochain, aura été appliquée pendant deux ans.

Le budget présenté en avril 1965 prévoyait un alourdissement de la fiscalité¹, et des mesures tendant à réduire les dépenses des secteurs public et privé ont été adoptées en juillet. Dans le domaine monétaire, au mois d'avril 1965, la Banque d'Angleterre a invité les banques à constituer auprès d'elle des dépôts spéciaux, ce qui a eu pour effet de réduire les liquidités bancaires de quelque 90 millions de livres. En mai, elle a informé les banques et les autres établissements financiers que les avances ne devaient pas augmenter de plus de 5 % pour l'ensemble de l'exercice prenant fin en mars 1966. Et, mesure tout aussi importante, en juin les montants minimaux des versements au comptant pour les achats à crédit ont été relevés.

TABLEAU 4. ÉVOLUTION ET GLISSEMENT DES SALAIRES¹

Pourcentage d'augmentation par rapport au mois correspondant de l'année précédente.

	GAINS HEBDOM- DAIRES MOYENS	GAINS HORAIRES MOYENS	COL. 2 CORRIGÉE DE L'EFFET DES HEURES SUPPLÉMEN- TAIRES	TAUX DE SALAIRES HORAIRES MOYENS	GLISSEMENT DES SALAIRES COL. 3 MOINS COL. 4
	1	2	3	4	5
1959 Avril	+3,9	+3,6	+3,5	+3,5	+0,0
Octobre	+5,1	+3,6	+2,9	+1,4	+1,5
1960 Avril	+6,5	+7,0	+6,4	+4,4	+2,0
Octobre	+6,6	+8,1	+7,3	+5,5	+1,8
1961 Avril	+6,6	+7,3	+6,5	+6,2	+0,3
Octobre	+5,4	+7,0	+6,9	+6,4	+0,5
1962 Avril	+4,0	+5,1	+5,2	+4,1	+1,1
Octobre	+3,2	+4,1	+4,4	+4,2	+0,2
1963 Avril	+3,0	+3,6	+4,0	+3,6	+0,4
Octobre	+5,3	+4,1	+3,6	+2,3	+1,3
1964 Avril	+9,1	+7,4	+6,5	+4,9	+1,6
Octobre	+8,3	+8,2	+8,1	+5,7	+2,4
1965 Avril	+7,5	+8,4	+8,0	+5,3	+2,7
Octobre	+8,5	+10,1	+9,5	+7,3	+2,2

1. Dans les branches d'activité couvertes par l'enquête semestrielle effectuée par le Ministère du Travail auprès des entreprises industrielles.

Source : Statistics on Incomes, Prices, Employment and Production.

1. Le détail de ces mesures a été donné dans la précédente étude de l'OCDE sur le Royaume-Uni.

Ces mesures ont contribué à freiner l'accroissement de la demande, et le produit intérieur brut ne s'est accru que de 2 % en volume du second semestre de 1964 au second semestre de 1965. De fortes pressions ont néanmoins continué de s'exercer sur les ressources. Le nombre de personnes dépourvues de tout emploi a encore diminué et ne représentait plus ces derniers temps que 1,2 % de l'ensemble des salariés, soit un niveau inférieur au minimum atteint au cours de la précédente période de haute conjoncture, en 1961. Ce sont les catégories de main-d'œuvre qualifiée qui ont fait le plus défaut sur le marché du travail. Malgré les premières mesures visant à mettre en œuvre la politique des prix et des revenus, les taux de salaires horaires ont encore été supérieurs de 7 à 8 % aux niveaux de l'année précédente, les taux de salaires hebdomadaires ont augmenté d'environ 5 %, et le « glissement des salaires » a été particulièrement sensible (tableau 4). La hausse des prix est toutefois relativement modérée depuis le milieu de 1965 (tableau 6), période à laquelle les mesures contenues dans le budget avaient pratiquement achevé d'exercer leur plein effet, et cette évolution est probablement due en partie à l'effet dilatoire de l'intervention énergétique des autorités.

TABLEAU 5. ÉVOLUTION DES PRIX

1960 = 100.

	PRIX DE DÉTAIL				PRIX DE GROS, ARTICLES MANUFACTURÉS, PRODUITS ALIMENTAIRES NON COMPRIS ¹	
	TOUS PRODUITS		PRODUITS NON ALIMENTAIRES		1965	1966
	1965	1966	1965	1966		
Janvier.....	116,2	121,3	116,4	121,4	110,3	112,8
Février.....	116,2	121,4	116,5	121,6	110,6	113,2
Mars.....	116,7	121,6	117,1	121,8	111,0	113,7
1 ^{er} trimestre.....	116,4	121,4	116,7	121,6	110,6	113,2
Avril.....	118,9	123,1	117,8	123,3	111,1	114,2
Mai.....	119,3	124,0	118,4	123,2	111,4	114,3
Juin.....	119,6		118,6		111,5	
2 ^e trimestre.....	119,3		118,3		111,3	
Juillet.....	119,6		118,9		111,7	
Août.....	119,8		119,2		112,1	
Septembre.....	119,9		119,7		112,2	
3 ^e trimestre.....	119,8		119,3		112,0	
Octobre.....	120,1		120,0		112,2	
Novembre.....	120,6		120,6		112,5	
Décembre.....	121,1		120,9		112,7	
4 ^e trimestre.....	120,6		120,5		112,5	

1. Ventes sur le marché intérieur.

Source : Principaux indicateurs économiques, OCDE.

Le déficit total du compte des opérations courantes et du compte des opérations en capital à long terme a été ramené de 769 millions de livres en 1964 à 354 millions en 1965 (tableau 2). La principale amélioration est intervenue dans la balance commerciale. Le taux d'accroissement des importations, qui avait atteint jusqu'à 14 % en 1964, est tombé à 1 % en 1965, par suite du ralentissement de la croissance économique, de la stabilisation des prix à l'importation et de l'imposition de la surtaxe temporaire; bien que celle-ci ait été ramenée de 15 à 10 % en avril, elle aurait, selon les estimations des autorités britanniques, réduit les importations de 150 millions de livres (compte tenu de l'effet exercé sur la formation de stocks). L'augmentation des exportations (7 % en valeur et 5 % en volume) a été bien supérieure à la moyenne des dernières années, et on peut là voir l'effet de la forte expansion des échanges mondiaux; on a observé néanmoins un nouveau recul, d'un demi-point environ, de la part du Royaume-Uni dans les exportations mondiales de produits manufacturés. Les mesures restrictives visant les investissements hors de la zone sterling, contenues dans le budget d'avril 1965 et renforcées en juillet de la même année, ont contribué à réduire les sorties nettes de capitaux à long terme.

Telle est, brièvement exposée, la situation qui prévalait au début de 1966, cadre dans lequel s'est inscrit le budget présenté en mai. Dès le début de l'année, il était clair que de nouvelles mesures s'imposaient si l'on voulait rétablir sans tarder l'équilibre extérieur. Des mesures monétaires avaient été prises avant le vote du Budget, et celui-ci s'est accompagné de diverses décisions visant directement la balance des paiements. En février, les dispositions relatives aux achats à crédit ont été renforcées et les banques ont été informées que le plafond de 5 % précédemment fixé pour l'accroissement de leurs avances était maintenu; aucune date n'a été indiquée pour la suppression de ce plafond. Le budget voté en mai a accentué les restrictions imposées aux investissements hors de la zone sterling et a institué un système qui fait appel à la discipline des investisseurs pour limiter les exportations de capitaux vers les quatre pays développés appartenant à cette zone. Le Gouvernement a également annoncé que les dépenses publiques à l'étranger seraient de nouveau passées au crible et que des négociations seraient engagées avec le Gouvernement fédéral allemand en vue d'obtenir une réduction des dépenses en devises afférentes au stationnement des forces britanniques en Allemagne. On espérait que cette réduction, conjuguée aux mesures visant à diminuer les sorties de capitaux, permettrait d'économiser 50 à 100 millions de livres de devises par an. Par ailleurs, la suppression de la surtaxe à l'importation a été fixée au mois de novembre et, dans les déclarations qu'il a faites depuis cette décision, le Gouvernement a précisé qu'il n'était pas question d'instituer à la place un système de licences d'importation.

Parmi les nouvelles mesures annoncées dans le budget qui a été voté en mai, la principale est l'institution d'un impôt sélectif sur l'emploi, des-

tiné à encourager les transferts de la main-d'œuvre du secteur des services vers les industries manufacturières, et à assurer une répartition plus équitable de la charge fiscale entre les deux secteurs ainsi qu'un élargissement de l'assiette de l'impôt. Dans un premier temps, tous les employeurs paieront ce nouvel impôt, mais certaines branches d'activité, les industries manufacturières principalement, retireront en définitive un bénéfice net de cette mesure, en ce sens qu'elles auront droit au remboursement de leurs contributions augmenté d'une subvention qui, dans le cas des industries manufacturières, équivaldra à peu près à 0,5 % du montant total de leurs coûts de main-d'œuvre. On prévoit que, pour un exercice normal, cet impôt réduira la consommation de 150 à 200 millions de livres environ.

Les autres modifications fiscales contenues dans le budget étaient d'importance assez mineure (tableau 6). Prises dans leur ensemble, ces modifications accroîtront l'excédent des recettes de 386 millions de livres pour le porter à 1.047 millions de livres, soit environ 3 % du PNB¹. L'incidence du budget sur l'économie sera toutefois modérée dans une certaine mesure par l'abolition de la surtaxe à l'importation, qui est également prévue au budget; la perte de recettes qui en résultera (le produit de la surtaxe s'est élevé à 156 millions de livres pour l'exercice 1965/66) servira à accroître la demande. Cela ne devrait toutefois pas accentuer les pressions sur les ressources intérieures, car les liquidités supplémentaires dont disposera ainsi l'économie seront probablement absorbées dans une très large mesure par un accroissement des importations; mais il y aura alors, de toute évidence, un effet défavorable sur la balance des paiements.

L'impôt sur l'emploi pourrait avoir un effet sensible, même s'il n'est que temporaire, sur les liquidités des entreprises, en raison du décalage qui se produira entre le recouvrement (qui commencera le 5 septembre 1966) et les remboursements et versements de subventions (qui n'interviendront pas avant février 1967). Le Gouvernement a déclaré que des dispositions pourraient être prises, avec l'aide des banques, pour que les industries qui ont droit au remboursement de l'impôt ne souffrent pas des effets de ce décalage, mais cela dépendra de toute évidence de la situation économique du moment. Dans l'ensemble, les entreprises verront leurs trésoreries se resserrer, et cet effet pourrait s'accroître en septembre, lorsque les sociétés effectueront les premiers versements d'impôts (pour le compte de leurs actionnaires) conformément au nouveau système mis en place pour l'imposition des dividendes.

Du point de vue des liquidités dont disposera l'économie, il convient également de noter que, pour l'exercice financier 1966-67, le Gouvernement prévoit dans son budget un accroissement très sensible de l'excédent de

1. Ces estimations ne tiennent pas compte des nouvelles mesures budgétaires annoncées le 20 juillet (cf. note page 18).

TABEAU 6. ESTIMATIONS RELATIVES A L'EFFET QU'EXERCERONT SUR LES RECETTES FISCALES LES NOUVELLES MESURES PRÉVUES AU BUDGET DE 1966

En millions de livres.

	ESTIMATIONS POUR L'EXERCICE 1966/67	ESTIMATIONS POUR UN EXERCICE NORMAL
Impôt sélectif sur l'emploi	+315	+240
Impôt sur le revenu - limitation du droit à déduction de la surtaxe en cas d'encaissement de dividendes afférents à une période de plus d'un an	+60	1
Impôts sur les paris et les jeux de hasard	+8	+17
Variations découlant des engagements pris dans le cadre de l'EFTA	-0,5	+8
Divers	+3	2
Effet net sur les recettes	+385,5	(+265)

1. Le produit total, dont la majeure partie sera perçue en 1966/67, est estimé à 85 millions de livres.

2. Probablement moins de 5 millions de livres.

Source : Financial Statement.

TABEAU 7. OPÉRATIONS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE, EXERCICE FINANCIER 1966-67

En millions de livres sterling.

	1964/65 RÉSULTATS	1965/66 RÉSULTATS	PRÉVISIONS POUR 1966/67	
			AVANT LES MODIFICA- TIONS BUD- GÉTAIRES	APRÈS LES MODIFICA- TIONS BUD- GÉTAIRES
Excédent de recettes du Trésor	444	688	661	1.047
Prêts du Fonds consolidé (net)	830	1.265	1.334	1.334
<i>dont</i> : prêts aux entreprises nationalisées	565	591	765	765
prêts aux collectivités locales	209	525	398	398
Emprunts et opérations spéciales du Trésor (net) ¹	386	577	673	287
Concours fournis au Trésors par ses correspondants ² , etc.	73	78	5	5
Solde des opérations de l'administration centrale	313	499	668	282

1. Opérations spéciales : résultat net des variations des avoirs en sterling du Fonds d'égalisation des changes, contributions et souscriptions aux organisations internationales, etc.

2. Fonds de la Sécurité sociale, solde des budgets des Ministères, etc.

Source : Financial Statistics, juin 1966, Financial Statement.

recettes du Trésor (tableau 7). On s'attend en outre que les prêts de l'administration centrale ne dépasseront pratiquement pas ceux de l'an dernier, les prêts aux collectivités locales devant être réduits (cette réduction tient à une modification des sources de financement des collectivités locales plutôt qu'à une diminution de leurs dépenses encore que, pour l'exercice en cours, l'excédent de leur budget ordinaire semble devoir s'accroître). Les besoins nets de financement ("net balance") de l'administration centrale devraient ainsi se trouver ramenés à 282 millions de livres, soit environ la moitié seulement du chiffre de l'exercice 1965-66.

On a critiqué l'ampleur atteinte ces dernières années par les besoins d'emprunt de l'administration centrale et le fait qu'ils ont augmenté les liquidités des banques et du secteur non bancaire à un moment où la demande intérieure se situait à un niveau excessif du point de vue de la balance des paiements. Pendant l'année civile 1965, le découvert de 596 millions de livres a été financé pour plus de moitié par des concours de la Banque d'Angleterre (dont près de 200 millions de livres représentant une augmentation de l'émission de billets et de pièces) et des bons du Trésor d'une valeur de 85 millions de livres ont été placés auprès du système bancaire. Le Trésor a disposé, en outre, de la contrevaletur en sterling du solde des opérations avec l'étranger.

Il est peut-être plus juste toutefois d'apprécier les mesures financières intérieures en examinant l'évolution des principales variables monétaires plutôt que certaines des opérations effectuées par l'administration centrale pour financer le découvert du budget. Ces variables sont évidemment déterminées par l'effet net de tous les aspects de la politique financière du Gouvernement — c'est-à-dire l'effet global des politiques budgétaire et monétaire et de la politique de gestion de la dette. Sous cet angle, la situation monétaire semble être restée relativement aisée en 1965, contrairement aux buts poursuivis par les autorités. En 1965, le taux d'expansion des dépôts bancaires a été presque aussi élevé qu'en 1964, et la masse monétaire (dépôts nets des résidents du Royaume-Uni auprès du secteur bancaire, augmentés des monnaies et billets en circulation) s'est accrue de 7,5 %, alors que l'accroissement du PNB à prix courants s'établissait à 6,5 %. Les taux d'intérêt à court terme, qui avaient atteint un niveau particulièrement élevé après que le taux de l'escompte eut été relevé à 7 % en novembre 1964, ont baissé en cours d'année tandis que les taux d'intérêt à long terme restaient à peu près stationnaires. Si l'on se fonde sur le crédit bancaire, dont l'expansion s'est trouvée limitée par les plafonds quantitatifs institués en mai, la situation apparaît un peu moins aisée. Toutefois, si les entreprises commerciales et industrielles n'ont accru leurs emprunts auprès des banques que de 463 millions de livres, contre 700 millions en 1964, il ne semble guère que leurs trésoreries aient été soumises à des tensions d'aucune sorte; elles ont liquidé une partie de leurs avoirs en bons du Trésor, en certificats d'avoir fiscal et en obligations des collectivités locales,

augmenté leurs dépôts auprès des banques et des établissements de financement des achats à crédit et pu opérer d'importants emprunts sur le marché par le moyen d'émissions nouvelles. En ce qui concerne les particuliers, l'encours des avances bancaires a diminué de 97 millions de livres et le volume des achats à crédit ainsi que les emprunts hypothécaires ont moins augmenté qu'en 1964; mais l'importante progression des dépôts bancaires des particuliers indique, elle aussi, que la situation monétaire était loin d'être tendue. L'augmentation des dépôts des particuliers et des entreprises auprès du secteur bancaire, conjuguée à l'accroissement plus lent des avances bancaires, a porté le coefficient de liquidité des banques à 32,1 % en décembre, soit une augmentation de 1,5 point par rapport à l'année précédente à pareille époque.

TABLEAU 8. FINANCEMENT DU SOLDE DES OPÉRATIONS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE¹, 1965

Millions de livres sterling.

	ENDETTÉMENT NET AUPRÈS DU BANKING DEPARTMENT DE LA BANQUE D'ANGLETERRE	BILLETS ET PIÈCES	BONS D'ÉPARGNE NATIONALE	CERTIFICATS D'AVOIR FISCAL	BONS DU TRÉSOR	VALEURS NÉGOCIABLES	EMPRUNTS DIRECTS	RÉSERVES D'OR ET DE DEVISÉS	TOTAL ET SOLDE DES OPÉRATIONS
Secteur bancaire	152	—2			85	73			308
Secteur privé non bancaire.....		195	—28	—106	—37	147			171
Autres institutions financières .					—15	242			227
Entreprises commerciales et industrielles.....		98		—119	—22				—43
Particuliers		97	—28	13		—95			—13
Etranger					—87	2	448	—246	117
Total et solde des opérations ...	152	193	—28	—106	—39	222	448	—246	596

1. Y compris les fonds de la Sécurité sociale.

Source : Financial Statement.

Ces divers éléments sembleraient indiquer qu'il aurait fallu des mesures d'une portée plus large pour resserrer vraiment la situation monétaire en 1965. On ne peut guère douter, toutefois, que sans l'action entreprise pour freiner l'expansion du crédit et sans le maintien des taux d'intérêt à un niveau que l'on peut juger élevé par rapport au passé, cette situation eût été beaucoup plus aisée; en outre, la diminution des besoins d'emprunt de l'administration centrale devrait maintenant accentuer le resserrement monétaire.

Le déficit de la balance de base s'est de nouveau aggravé au premier trimestre de cette année alors qu'il avait presque disparu au trimestre précédent, période pendant laquelle le compte du commerce extérieur avait été particulièrement favorable et les sorties nettes de capitaux à long terme exceptionnellement faibles. La balance commerciale aussi bien que le compte des opérations en capital à long terme ont contribué à l'aggravation du déficit. Au premier trimestre, la valeur des exportations corrigée des variations saisonnières (sur la base des comptes du commerce extérieur) était déjà supérieure de 5 % à la moyenne mensuelle de 1965, mais les importations ont augmenté de 5,5 %, ce qui représente un accroissement considérable eu égard à la lenteur de la croissance économique. Cet accroissement correspondait pour une large part à des importations de matériel et traduisait sans aucun doute les pressions qui s'exerçaient sur les industries mécaniques et électriques. L'augmentation des sorties nettes de capitaux a tenu pour une part aux investissements à l'étranger effectués en prévision des mesures restrictives qui devaient être imposées sur les investissements dans la zone sterling; on a enregistré, d'autre part, une réduction du niveau des investissements directs effectués au Royaume-Uni par les filiales de sociétés étrangères, en raison du montant exceptionnellement élevé des dividendes versés par ces filiales au premier trimestre, durant la période de transition précédant la mise en place définitive du nouveau régime fiscal des sociétés.

A la fin de 1965, le Royaume-Uni devait encore 475 millions de dollars sur le crédit swap de 750 millions ouvert par la Federal Reserve Bank de New York. La confiance dans le sterling lui a permis de rembourser 185 millions de dollars en janvier, et le solde de 290 millions en février. Malgré l'importance du règlement de février, les réserves ont augmenté de 630 millions de dollars au cours de ce mois, par suite de l'incorporation de 885 millions de dollars représentés par la fraction du portefeuille dollars que le Gouvernement avait transformée en avoirs liquides. De nouvelles pressions se sont exercées sur la livre au cours des mois de mars et d'avril et les réserves ont diminué de 76 puis de 53 millions de dollars pendant ces deux mois. Il est apparu en mai que le Gouvernement avait vendu pour un montant de 84 millions de dollars une partie des valeurs qu'il détenait encore dans son portefeuille dollars (évalué alors à 504 millions de dollars environ). L'incertitude créée par la grève des gens de mer a provoqué de nouvelles pressions sur le sterling dans la seconde quinzaine de mai, et les réserves ont baissé de 106 millions de dollars au cours du mois, s'établissant ainsi à 3.413 millions de dollars. Il a été annoncé le 13 juin que de nouveaux crédits swap, renouvelables tous les trois mois par accord mutuel, avaient été obtenus « afin d'atténuer les pressions que peuvent exercer sur les réserves officielles du Royaume-Uni les fluctuations des balances sterling des pays étrangers, qu'elles soient détenues par les autorités monétaires, des entreprises privées ou des particuliers, et de renforcer ainsi la position du sterling ».

Perspectives

Si l'on en juge par les tendances et les mesures actuelles¹, il semble que le rythme d'expansion de l'activité économique continuera de fléchir au second semestre de l'année civile en cours, et le taux d'accroissement du PNB réel pourrait tomber à moins de 2 % par an. Les dépenses publiques augmenteront assez rapidement, notamment dans le secteur des investissements où des dépenses particulièrement élevées sont prévues pour l'équipement électrique. Pour l'ensemble de l'année 1966, les investissements dans les industries manufacturières se maintiendront sans doute à un niveau proche de celui de 1965, mais un léger fléchissement pourrait se dessiner en cours d'année. On prévoit un recul plus accentué dans le secteur de la distribution et des services, de sorte que l'investissement total privé, construction résidentielle non comprise, sera probablement en diminution. Le secteur public pourrait jouer un plus grand rôle dans la construction résidentielle; les perspectives de la construction privée sont actuellement incertaines, mais l'activité dans ce secteur devrait accuser une certaine reprise par rapport au faible niveau de ces dernières années. La formation de stocks sera probablement inférieure au niveau de 1965, mais le rapport des stocks à la production étant encore faible comparé à ce qu'il a été dans

1. *Note du Secrétariat.* Depuis la rédaction de la présente Étude, le Gouvernement du Royaume-Uni a annoncé une nouvelle série de mesures visant à restreindre la demande et à agir directement sur la balance des paiements :

1. A la mi-juillet, il a été annoncé que le plafond actuel des avances bancaires, fixé à 105% du niveau de mars 1965, resterait en vigueur jusqu'à la fin de mars 1967 et, après cette date, jusqu'à nouvel avis; et qu'aucune disposition d'ordre général ne serait prise, en conséquence, pour atténuer les tensions que la perception de l'impôt sélectif sur l'emploi exercerait sur les trésoreries des entreprises. Le taux de l'escompte a été porté à 7 %, et le secteur bancaire a dû augmenter de 100 millions de livres les dépôts spéciaux qu'il avait été invité précédemment à constituer auprès de la Banque d'Angleterre.
2. Le 20 juillet, un nouveau train de mesures a été annoncé, à savoir :
 - a) Augmentation immédiate de 10 % des taux de la taxe à l'achat et des impôts indirects sur l'essence et les boissons alcoolisées.
 - b) Resserrement immédiat des conditions de vente à crédit.
 - c) Relèvement des tarifs postaux.
 - d) Majoration de 10 % de la surtaxe pour 1965/66, cette majoration étant payable en septembre 1967.
 - e) Réduction des investissements publics de 150 millions de livres pour l'exercice 1967/68, et resserrement des mesures concernant certaines catégories de construction privée.
 - f) Réduction annuelle de 100 millions de livres des dépenses publiques à l'étranger.
 - g) Réduction à 50 livres par an, à partir de novembre, de l'allocation de devises aux touristes britanniques, cette mesure, jointe à d'autres modifications mineures de la réglementation des changes, devrait se traduire par une économie nette de 50 millions de livres par an.
 - h) Blocage des salaires et autres revenus pour une période de six mois, suivie de six mois de « modération sévère ». Les prix et les dividendes doivent, de façon générale, rester inchangés pendant douze mois.
Les jugements relatifs au reste de 1966 et à l'année 1967, qui figurent dans cette section ainsi que dans la section intitulée « Conclusions : Politiques Générales », ont été formulés par le Comité avant l'annonce de ces nouvelles mesures.
3. Les autorités britanniques estiment que les mesures (a) à (g) auront pour effet global de réduire la demande intérieure de plus de 500 millions de livres en 1967.

le passé, elle pourrait rester appréciable. Les dépenses de consommation devraient s'accroître à un rythme plus lent pendant le second semestre de l'année; on avait observé au premier semestre un certain gonflement des achats, en prévision des nouvelles mesures budgétaires; la hausse des prix de détail pourrait s'accélérer, sous l'effet des mesures contenues dans le budget, encore que le Gouvernement ait estimé que, même s'il était répercuté intégralement au niveau de la consommation, le poids de l'impôt sur l'emploi payé par les services ferait monter les prix de détail de moins de 1 %. La progression des revenus nominaux restera sans doute appréciable, même si elle se ralentit quelque peu.

Si la croissance de la demande est ainsi freinée, les tensions qui s'exercent du côté de l'offre devraient s'atténuer quelque peu et le chômage pourrait légèrement augmenter; on peut toutefois se demander si ce mouvement sera assez important pour infléchir suffisamment l'évolution des revenus, des prix et des paiements extérieurs. Bien qu'il soit possible de dire que les perspectives de la politique des prix et des revenus s'en trouveraient améliorées, la limitation de la progression des revenus n'en restera sans doute pas moins un problème essentiel.

Il apparait maintenant que l'équilibre de la balance des paiements ne pourra sans doute plus être rétabli avant 1967. Un déficit appréciable subsistera probablement en 1966, mais il devrait être inférieur à celui de 1965. Si les perspectives pour 1966 semblent maintenant moins favorables, il faut voir là, pour une part, l'effet de facteurs spéciaux, tels que la hausse des prix du cuivre, la prolongation de la crise rhodésienne et d'importants versements exceptionnels d'impôts effectués à l'étranger par les sociétés pétrolières, mais on est également fondé à croire, semble-t-il, que la situation foncière ne s'est pas améliorée aussi rapidement qu'on le pensait. Les exportations devraient continuer de s'accroître à un rythme rapide, étant donné le dynamisme des échanges mondiaux et le niveau élevé des livraisons de navires et d'avions. Les importations paraissent toutefois devoir augmenter plus fortement qu'on ne le prévoyait précédemment, même si certains achats sont différés jusqu'après la suppression de la surtaxe à l'importation qui doit intervenir en novembre. En outre, il est probable que la grève des marins aura des répercussions défavorables sur la balance commerciale et les recettes invisibles, encore qu'il soit difficile d'en chiffrer les effets. Les mesures prises devraient contribuer à réduire les sorties nettes de capitaux, mais l'évolution enregistrée pendant les premiers mois de l'année donne à penser que la diminution par rapport au niveau de 1965 sera limitée.

En supposant qu'en 1967 les facteurs défavorables seront beaucoup moins importants qu'en 1966, on peut penser que la balance de base devrait être à peu près équilibrée l'année prochaine. Le taux d'accroissement des importations pourrait rester relativement élevé, en raison pour une part de la suppression de la surtaxe. Les exportations devraient toutefois continuer de progresser à un rythme satisfaisant, étant donné la tendance probable-

ment soutenue des échanges mondiaux, ce qui devrait permettre de réduire le déficit de la balance commerciale. Les recettes nettes au titre des opérations invisibles augmenteront probablement, et les sorties nettes de capitaux devraient diminuer. Le Gouvernement estime que les restrictions imposées en 1965 aux sorties de capitaux, jointes aux mesures budgétaires de mai, devraient se traduire en définitive par une économie qui pourrait atteindre 200 millions de livres par an.

D'après l'analyse des perspectives à court terme qui vient d'être faite ci-dessus, on peut douter, semble-t-il, que les mesures actuelles suffiront à redresser l'équilibre extérieur et la situation intérieure de l'économie aussi rapidement qu'il serait peut-être souhaitable de le faire. Selon toute probabilité, la balance de base ne sera pas équilibrée avant 1967 et il est possible que, même alors, la situation foncière de l'économie n'offre guère de possibilités d'adopter une politique de régulation de la demande plus expansionniste. Le Gouvernement devrait donc se tenir prêt à renforcer les mesures actuelles si le besoin s'en faisait sentir. Une action s'imposera tout particulièrement dans le domaine de la politique des prix et des revenus si, comme semble l'indiquer l'évolution présente, les pressions de la demande ne s'atténuent que modérément au cours des mois à venir.

III. PERSPECTIVES A MOYEN TERME

Le Gouvernement du Royaume-Uni attache une importance considérable, dans sa politique actuelle, à la nécessité d'élever le taux de croissance de la capacité de production au cours des années à venir. Toutefois, on ne pourra laisser s'accroître la demande dans des proportions suffisantes pour assurer l'utilisation (et, en fait, pour encourager la formation) de ce supplément de capacité que dans la mesure où la situation de la balance des paiements le permettra. C'est, de toute évidence, dans l'amélioration du pouvoir concurrentiel de l'économie britannique que se trouve la clé du redressement, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur.

Tendances de l'économie nationale

Les perspectives de croissance à moyen terme de l'économie britannique se trouvent analysées dans le Plan national qui a été rendu public en septembre 1965; on trouvera résumées au tableau 9 les prévisions relatives à la production et aux principaux éléments de la demande. On notera tout particulièrement que les investissements fixes devraient augmenter beaucoup plus rapidement que le PNB, mais un peu moins rapidement que pendant la période 1960-64, pour que les objectifs du Plan soient atteints. La progression des investissements fixes dans les industries manufacturières, très lente entre 1960 et 1964, devrait s'accélérer très sensiblement.

TABLEAU 9. COMPARAISONS ENTRE LES PROJECTIONS DU PLAN NATIONAL ET LES RÉSULTATS DES ANNÉES ANTÉRIEURES

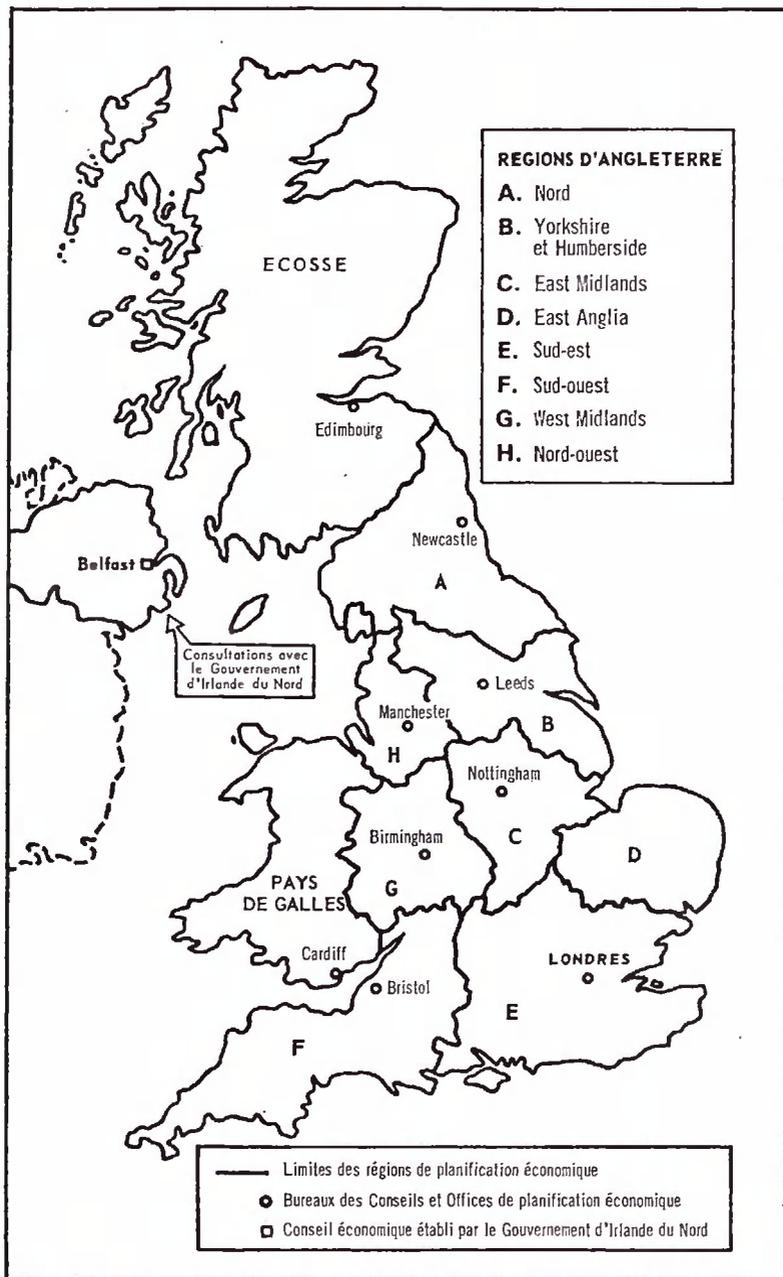
	1964	1970	1960-64	1964-70
	En millions de livres aux prix de 1964		Taux d'accroissement annuel moyen	
Produit national brut.....	32.847	41.060	3,5	3,8
Consommation du secteur privé	21.334	25.790	3,1	3,2
Consommation du secteur public	5.411	6.450	2,7	3,0
Investissements fixes	5.802	8.015	6,6	5,5
dont :				
industries manufacturières	1.244	1.870	2,4	7,0
construction	107	220	8,8	12,8
électricité	611	740	13,2	3,2
gaz et eau	142	217	10,8	7,3
transports et communications	496	668	-3,3	5,1
distribution	407	541	8,8	4,9
logement	1.209	1.597	9,3	4,8
Formation de stocks	526	530
Balance des biens et services, et revenu net de l'investissement à l'étranger	-226	275

Source : Plan national.

Le Plan supposait qu'il serait possible de porter le taux de croissance annuel du PNB de 3,4 % pour la période 1960-64 à 3,8 % pour la période 1964-70. Comparé à ceux des autres pays, ce dernier taux n'est pas particulièrement élevé, mais c'est là un objectif qu'il pourrait néanmoins être difficile d'atteindre, car le rythme d'accroissement de la population active semble devoir se ralentir. On prévoit que la production par personne employée augmentera de 3,4 % par an, c'est-à-dire à une cadence nettement plus rapide que pendant les périodes représentatives du passé récent — 2 % de 1950 à 1960 et 2,75 % de 1960 à 1965. Cette accélération est jugée réalisable du fait que la croissance de la production par personne employée a eu tendance à s'accroître plus rapidement ces dernières années, et que des mesures plus énergiques ont été prises pour stimuler la productivité.

Dans son effort pour accroître la productivité et la compétitivité de l'économie britannique, le Gouvernement attache une importance particulière à la politique des prix et des revenus et aux mesures visant à améliorer la structure de l'économie. Les mécanismes d'application de la politique des prix et des revenus fonctionnent maintenant depuis un an environ. Un système de « préavis » volontaire (pour la notification préalable de toute proposition affectant les prix et les revenus) a été mis en place vers la fin de l'année dernière. Le Gouvernement devrait obtenir sous peu les pouvoirs qui lui permettront de rendre ce système obligatoire. Le Conseil National des Prix et des Revenus a déjà été saisi d'un certain nombre de propositions d'augmentation portant aussi bien sur les prix que sur les

Graphique 2. RÉGIONS DE PLANIFICATION ÉCONOMIQUE



Source : Department of Economic Affairs.

salaires et, à la fin du mois de juin, il avait publié dix-huit rapports. Ceux-ci ont été établis dans une optique nettement constructive. En étudiant le cas des augmentations de prix, le Conseil a insisté sur la nécessité d'examiner les possibilités d'accroissement de la productivité aussi bien que l'évolution des coûts, et plusieurs hausses de prix ont été ainsi différées (dans les transports routiers, la boulangerie et la brasserie par exemple). De même, un certain nombre d'augmentations de salaires ont été reportées ou réduites.

Les mesures prises par le Gouvernement dans le domaine des structures visent à assurer une utilisation plus efficace de la main-d'œuvre et des autres ressources. Une forme de planification régionale intégrée a été mise au point; elle devrait permettre d'utiliser l'excédent de capacité qui existe dans les régions sous-développées et d'atténuer les pressions qui s'exercent dans les régions plus prospères. Une certaine mobilité de la main-d'œuvre restera toutefois indispensable si l'on veut que les nouvelles industries et les secteurs en expansion se développent pleinement et que les entreprises désuètes disparaissent. C'est pourquoi nombre de mesures ont aussi été prises pour encourager la mobilité des travailleurs. Des comités de formation industrielle ont été créés en vue d'améliorer la qualité de la formation et d'en répartir plus équitablement les coûts entre les différents employeurs; la capacité des centres de formation publics a été augmentée; le rôle des bourses du travail est élargi; les allocations de chômage ont été relevées et, à partir de l'automne, elles seront fonction des gains; un système de rémunération des effectifs excédentaires a été mis en œuvre, et des subventions et indemnités plus élevées sont maintenant accordées aux chômeurs pour les aider à prendre des emplois dans d'autres régions.

La réorganisation de l'industrie occupe également l'une des premières places dans la liste des priorités. A la demande du Gouvernement, des rapports ont été effectués sur l'industrie aéronautique, les ports et la construction navale, et ont tous été suivis de recommandations qui, si elles sont mises en œuvre, devraient accroître l'efficacité des branches d'activité en question. Une politique énergétique a également été élaborée afin d'assurer un meilleur équilibre entre les combustibles concurrents. Toutefois, les découvertes récentes de gaz naturel dans la mer du Nord ouvrent la perspective d'une importante source supplémentaire d'énergie nationale à bon marché, et une nouvelle étude a été entreprise afin d'examiner les conséquences de ces découvertes à mesure qu'elles se précisent. Les Comités de Développement Économique, qui sont maintenant au nombre de vingt et touchent à peu près les deux tiers de l'ensemble des travailleurs de l'industrie privée, constituent l'un des moyens les plus efficaces d'influencer l'évolution de chaque branche. Leur tâche a consisté, en priorité, à stimuler les exportations et à réduire les importations. Ils ont, par ailleurs, formulé des recommandations visant à améliorer le pouvoir concurrentiel de l'économie britannique et à faire adopter des normes internationales pour un certain nombre de produits. Pour renforcer sa politique industrielle, le Gouvernement a récemment créé une Société de Réorganisation de l'Industrie

(Industrial Reorganisation Corporation), dotée d'un capital initial de 150 millions de livres qui doit être utilisé pour l'octroi de prêts ou l'achat de parts de sociétés afin de faciliter l'application de programmes de rationalisation. Bien que le capital dont elle dispose soit relativement faible, la Société pourra, en fait, financer un volume d'opérations supérieur au montant de ce capital en liquidant ses participations à mesure que les projets auxquels elle se sera associée deviendront financièrement viables.

A côté des programmes destinés à encourager la rationalisation, d'autres mesures d'incitation sont prises en faveur des secteurs de l'économie qui contribuent le plus à l'équilibre de la balance des paiements ou à l'accroissement de la capacité de production. C'est ainsi qu'ont été institués le nouveau système de subventions aux investissements pour les industries manufacturières, les mines et la construction, ainsi que l'impôt sélectif sur l'emploi qui avantage les industries manufacturières. Les incitations à l'investissement sont aussi utilisées pour étayer la politique de développement régional du Gouvernement; ainsi, les entreprises qui investissent dans les régions de chômage élevé reçoivent des subventions doubles de celles qui sont prévues à l'échelon national.

Les mesures d'ordre structurel décrites ci-dessus devraient en définitive se solder par des progrès dont l'ampleur dépendra, pour une part, de l'énergie avec laquelle elles seront mises en œuvre. Il est permis d'affirmer que, de façon assez générale, on a maintenant pris conscience au Royaume-Uni des grands problèmes qui se posent à l'économie dans ce domaine, et admis le bien-fondé des mesures requises pour les résoudre. Les résultats de ces mesures tiendront, par conséquent, en grande partie à la façon dont elles seront appliquées, et le Gouvernement a ici un rôle décisif à jouer.

La balance des paiements

Il reste toutefois à savoir s'il sera possible au cours des prochaines années de laisser la demande globale s'accroître à un rythme qui réponde à l'objectif de croissance de la capacité de production. Cela dépendra de l'évolution des paiements extérieurs. Toute accélération de la croissance devra s'accompagner d'une modification sensible des propensions à exporter et à importer si l'on veut que la balance des opérations courantes s'améliore suffisamment pour que puisse se dégager l'excédent global nécessaire au remboursement de l'aide extérieure reçue ces dernières années.

A la fin d'avril 1966, l'encours des engagements afférents à l'opération internationale de soutien du sterling effectuée en 1964 et en 1965, s'établissait à environ 900 millions de livres (dont 857 millions dus au FMI et 42 millions à la Suisse). En ce qui concerne les fonds tirés sur le FMI, 357 millions de livres viendront à échéance avant la fin de 1967, et le solde d'ici mai 1970. On pense que le déficit qui sera sans doute enregistré pour le reste de l'année 1966 sera financé par une réduction des réserves. A la fin d'avril

1966, celles-ci étaient de 1.257 millions de livres, dont 316 millions correspondant à l'incorporation en février de la fraction du portefeuille dollars transformée en avoirs liquides. Le reste de ce portefeuille est évalué à 180 millions de livres environ, sur lesquels 30 millions ont également été transformés en avoirs liquides mais n'ont pas encore été incorporés aux réserves.

TABLEAU 10. LA BALANCE DES PAIEMENTS D'APRÈS LES PRÉVISIONS DU PLAN NATIONAL

En millions de livres, aux prix de 1964.

	1964	1970	AMÉLIO- RATION
<i>Echanges commerciaux :</i>			
Exportations et réexportations (f.o.b.)	4.471	6.090	
Importations (f.o.b.)	-5.005	-6.315	
Solde (aux prix de 1964)	-534	-225	309
Solde (compte tenu de l'amélioration des termes de l'échange) ¹		-45	489
<i>Autres postes :</i>			
Dépenses de l'Etat (transactions invisibles courantes et opérations en capital), net	-555	-510	45
Transactions invisibles du secteur privé (net)	561	680	119
Opérations en capital à long terme du secteur privé (net)	-228	75	303
Erreurs et Omissions	35	50	15
<i>Balance de base</i>	-721 ²	250	971

1. Compte tenu d'une amélioration de 3 % des termes de l'échange du Royaume-Uni par rapport à 1964, c'est-à-dire aux termes de l'échange de juillet 1965.

2. En 1964, le Royaume-Uni a obtenu un report des échéances (62 millions de livres) afférentes aux prêts consentis par l'Amérique du Nord.

Source : Plan National.

L'importance que l'excédent de la balance de base (compte des opérations courantes et des opérations en capital à long terme) devrait atteindre en 1970 dépend de la fraction de la dette que l'on pense pouvoir rembourser en prélevant sur les réserves existantes, ainsi que des mouvements internationaux de capitaux à court terme. La situation pourrait être améliorée par des entrées nettes de capitaux à court terme. D'après l'évolution de ces mouvements au cours des dernières années, il n'y a pas lieu de penser que les soldes à court terme en sterling détenus au Royaume-Uni se situent à un niveau anormalement bas; pour les deux années 1964 et 1965 réunies, on a enregistré de faibles entrées nettes. Étant donné toutefois l'instabilité des capitaux à court terme, on peut aussi se demander s'il serait prudent de beaucoup compter sur des entrées nettes dans ce domaine.

Une partie de la dette devra sans doute être remboursée sur les réserves; c'est peut-être ainsi qu'il faudra couvrir en grande partie l'échéance de

357 millions de livres envers le FMI en 1967, car l'excédent qui pourrait se dégager l'année prochaine sera probablement très faible. La mesure dans laquelle ce mode de financement peut être utilisé sans danger est toutefois assez réduite, et il faudrait que la majeure partie, sinon la totalité, de la dette restante soit financée par des excédents de la balance des paiements. Comme on ne peut guère s'attendre qu'à un faible excédent en 1967 et que l'objectif fixé par le Plan à cet égard s'établit à 250 millions de livres en 1970, il faudra réaliser d'importants excédents dans les années intermédiaires pour pouvoir rembourser la dette en cours. Cela ne sera pas facile, et il sera sans doute malaisé de concilier cet objectif avec un taux de croissance nettement plus élevé.

Le tableau 10 indique, sous une forme résumée, quelle pourrait être, selon le Plan national, la structure de la balance de base qui permettrait de dégager un excédent de 250 millions de livres en 1970. Comme on peut le voir, il faudrait une amélioration considérable des opérations invisibles courantes des secteurs public et privé ainsi que des opérations en capital à long terme. Cette amélioration ne sera pas facile à obtenir, malgré la série de mesures déjà prises pour agir sur le solde de ces opérations et les quelques progrès enregistrés en 1965; il faudra peut-être d'ailleurs se garder de considérer l'ensemble de ces progrès comme durable, les autorités ayant indiqué que certaines mesures prises avaient un caractère purement temporaire. Le Plan envisage aussi un redressement sensible de la balance commerciale, ce qui pourrait se révéler particulièrement difficile.

Dans quelle mesure peut-on raisonnablement s'attendre à un fléchissement de la propension à importer? De 1954 à 1964, le taux d'accroissement tendanciel du volume des importations a été en moyenne de 4,5 % environ par an, et l'augmentation correspondante du PNB a été à peu près égale à 3 %, ce qui donne un rapport marginal PNB/importations de 1 : 1,5. Calculé sur une période plus courte (1960-1964), ce rapport est plus favorable, l'accroissement du volume des importations étant tombé à 4 % par an et le PNB ayant progressé au rythme de 3,5 %. Le Plan suppose que la propension à importer continuera de diminuer, le taux d'accroissement des importations totales ne devant pas dépasser 4 % par an et celui de la production devant passer à 3,8 %. Le taux de 4 % est fondé sur l'hypothèse que les importations de produits finis continueront à s'accroître fortement, mais à un rythme moins rapide que par le passé, et que les importations de produits semi-finis progresseront beaucoup plus lentement.

Même si la propension à importer diminue, il n'en faudra pas moins une amélioration relativement prononcée du côté des exportations. De 1954 à 1964, le volume des exportations s'est accru en moyenne d'un peu plus de 3 % par an. En extrapolant les tendances passées — compte tenu des modifications que l'on observe dans la répartition géographique et la composition par produits des exportations britanniques, lesquelles s'orientent maintenant davantage vers les marchés et les produits en expansion rapide —

**TABLEAU 11. PART QUE DEVRAIT REPRÉSENTER LE ROYAUME-UNI
DANS LES EXPORTATIONS MONDIALES¹ DE PRODUITS MANUFACTURÉS
POUR ASSURER LA RÉALISATION DU PLAN**

	1964	1970			
		ACCROISSEMENT ANNUEL MOYEN DES EXPORTATIONS MONDIALES DE PRODUITS MANUFACTURÉS			
		6 %	6,5 %	7 %	7,5 %
Part que devrait représenter le Royaume-Uni ² (en pourcentage)	13,65	13,26	12,87	12,50	12,14
Recul annuel (en pourcentage) de la part du Royaume-Uni, correspondant aux prévisions du Plan relatives aux exportations 1964-1970 .		0,05	0,13	0,19	0,25

1. Les exportations « mondiales » de produits manufacturés sont celles des 12 principaux pays exportateurs (Royaume-Uni, Allemagne (R.F.), Belgique-Luxembourg, France, Italie, Pays-Bas, Suède, Suisse, États-Unis, Canada et Japon), qui correspondent aux Sections 5 à 8 de la Classification type pour le commerce international (révisée).

2. Chiffres fondés sur l'hypothèse que les exportations de produits manufacturés représenteront 80 % des exportations totales (y compris les réexportations) en 1970. Cette proportion est à peu près celle qui a été maintenue ces dernières années.

Source : Estimations du Secrétariat.

TABLEAU 12. DÉPENSE FINALE

	POURCENTAGE DE LA DÉPENSE FINALE TOTALE (PRIX DE 1958)				
	P-P ¹ DU 2 ^e TRIM. 57 AU 2 ^e TRIM. 62	T-T DU 4 ^e TRIM. 58 AU 1 ^{er} TRIM. 63	P. DU 2 ^e TRIM. 62 AU 4 ^e TRIM. 65	T-P DU 4 ^e TRIM. 58 AU 2 ^e TRIM. 62	T. DU 1 ^{er} TRIM. 63 AU 4 ^e TRIM. 65
Dépenses de consommation	55,6	55,5	54,9	55,4	54,8
Dépenses courantes des collectivités publiques	13,0	12,9	12,5	12,9	12,4
Formation intérieure brute de capital fixe dont :	13,5	13,8	14,9	13,8	15,0
logement	2,4	2,5	2,9	2,5	3,0
industries manufacturières	3,4	3,4	3,2	3,5	3,1
divers	7,6	7,9	8,7	7,8	8,9
investissements publics autres que la construction résidentielle ..	4,6	4,6	5,1	4,6	5,2
investissements privés autres que la construction résidentielle ...	6,5	6,6	6,8	6,7	6,8
Accroissement des stocks	0,8	0,9	0,9	1,1	1,0
Exportations de biens et de services ...	17,0	16,9	16,8	16,9	16,8
Dépense finale totale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Les lettres P et T représentent respectivement le point culminant (Peak) et le creux (Trough) des cycles de la dépense; ces points opposés diffèrent légèrement de ceux auxquels on arrive en utilisant une méthode d'estimation du produit intérieur brut tenant compte des trois optiques possibles (l'optique de la production, celle de la dépense, et celle du revenu).

Source : Economic Trends.

les auteurs du Plan ont conclu que les exportations pourraient augmenter à un rythme assez proche de 4 % par an dans les années à venir; or, pour que la structure de la balance des paiements soit conforme à celle qui est envisagée dans le Plan, il faudrait une croissance annuelle de 5,3 % en volume de 1964 à 1970.

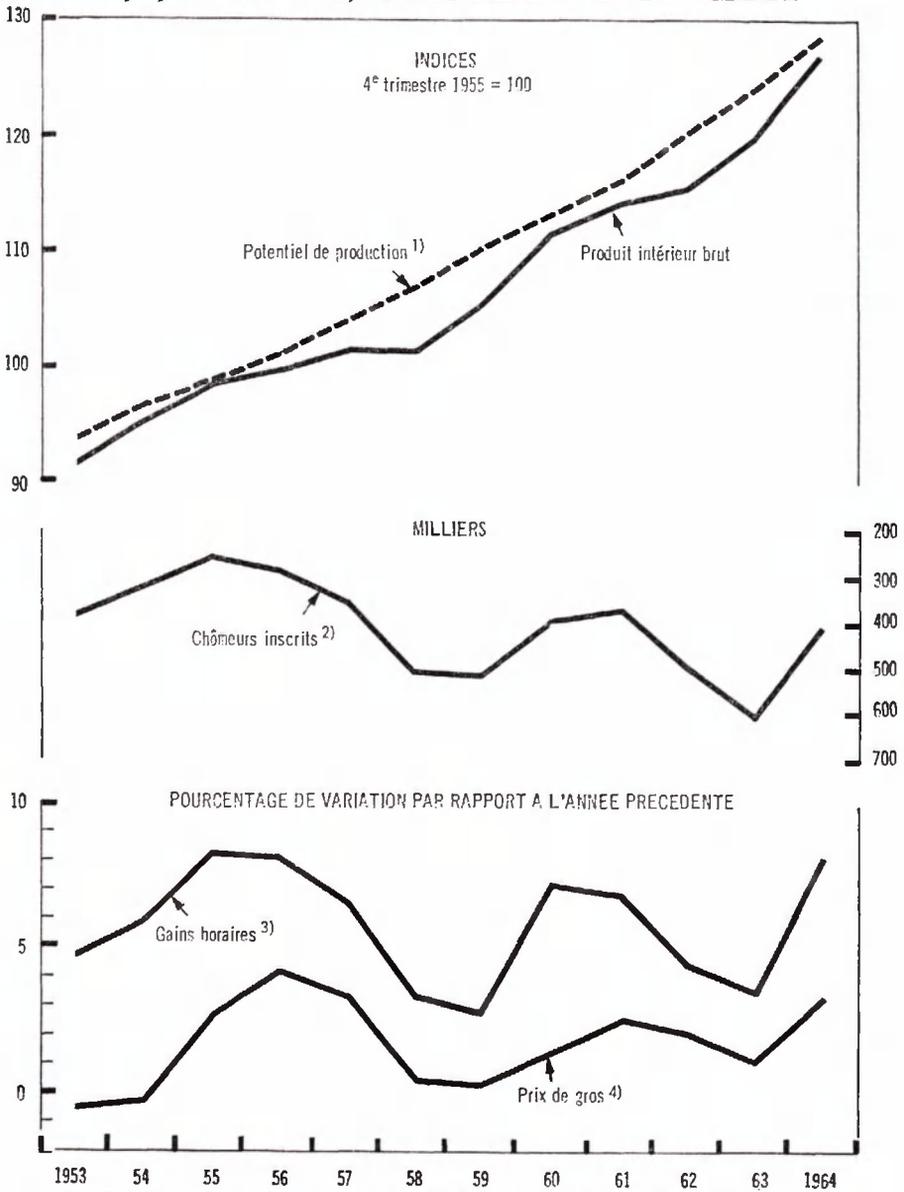
Il ne sera pas facile d'obtenir une accélération aussi sensible. On peut toutefois l'envisager avec une certaine confiance puisque l'enquête effectuée au Royaume-Uni en 1965 a révélé que les entreprises industrielles elles-mêmes considéraient qu'un taux d'accroissement de cet ordre était réalisable. En outre, le volume des exportations a, en fait, augmenté de 5 % en 1965 et ce rythme semble bien devoir être dépassé en 1966. Il faut toutefois noter que ces deux années correspondent à une expansion des échanges mondiaux sensiblement plus rapide que celle à laquelle on peut raisonnablement s'attendre pour une période plus longue. Pour apprécier les chances de réalisation de l'objectif prévu par le Plan en matière d'exportations, il faut tenir compte non seulement du rythme d'accroissement probable des échanges mondiaux, mais aussi de l'évolution de la part relative du Royaume-Uni dans ces échanges; les différentes possibilités qui se présentent à cet égard sont indiquées au tableau 11. En admettant même que le volume du commerce mondial augmente de 7,5 % par an, ce qui est sans doute une hypothèse extrême, l'objectif fixé pour les exportations ne sera pas atteint si la part du Royaume-Uni sur le marché mondial diminue de plus de 0,25 % par an. Si ce dernier chiffre peut paraître pessimiste, ce serait pourtant là un résultat bien meilleur que ceux des dernières années, puisque la part des exportations britanniques a diminué en valeur de 0,66 % par an entre 1958 et 1965.

IV. CONCLUSIONS : PROBLÈMES DE POLITIQUE GÉNÉRALE

En se fondant sur les mesures appliquées actuellement, on peut prévoir que la production augmentera moins rapidement que la capacité en 1966, et aussi en 1967. La pression de la demande devrait donc s'atténuer mais, selon toute vraisemblance, de façon très progressive. La situation de la balance des paiements s'en trouverait directement améliorée, puisque les importations s'accroîtraient moins vite. Il semble toutefois que le redressement de la balance des paiements sera une affaire d'assez longue haleine. En fait, cet ajustement progressif est la contrepartie de la phase d'expansion exceptionnellement rapide au cours de laquelle la production s'était accrue plus rapidement que la capacité et avait dépassé les limites imposées par la balance des paiements. Les dettes contractées par la suite représentent, de façon générale, les moyens de financement du déficit enregistré pendant cette phase d'expansion, et leur remboursement peut être considéré comme partie intégrante du mécanisme d'ajustement.

L'atténuation des pressions de la demande devrait, par ailleurs, faciliter la mise en œuvre de la politique des prix et des revenus. S'il est décevant

Graphique 3. SALAIRES, PRIX ET PRESSION DE LA DEMANDE



1. Fondé sur l'accroissement tendanciel de la productivité et l'accroissement moyen de la population active.

2. Moyennes mensuelles; ordonnées inversées.

3. Mois d'octobre pour chaque année; chiffres corrigés pour éliminer l'effet des heures supplémentaires.

4. Tous produits, ventes sur le marché intérieur.

Sources : National Institute Economic Review, Statistics on Income, Prices and Employment, Lloyds Bank Review, Avril 1965.

de constater que la courbe des prix et des coûts ne s'est pas encore infléchie de façon très nette, il serait néanmoins erroné de conclure à l'échec de cette politique. Il est évident qu'une telle politique ne peut avoir que des effets progressifs et, étant donné les conditions dans lesquelles elle fut appliquée, au moment où des tensions excessives s'exerçaient sur les ressources et où un grand nombre de hausses de salaires et de réductions des heures de travail étaient déjà en cours d'application, on ne pouvait s'attendre à des résultats rapides.

Si l'on peut s'attendre à voir la politique actuelle ou les mesures actuelles atténuer la pression de la demande et, partant, améliorer la situation de la balance des paiements et faciliter la mise en œuvre de la politique des prix et des revenus, des doutes subsistent néanmoins, comme on l'a déjà indiqué, sur le point de savoir si ce mouvement aura la rapidité et l'ampleur voulues. Pour ne pas retarder indûment le moment où le taux de croissance pourra de nouveau s'accélérer, il faudrait dans l'immédiat freiner davantage la progression des revenus et des prix et faire en sorte que les mesures visant à améliorer la balance commerciale et, de façon générale, la balance des paiements donnent des résultats plus tangibles. Or, la plupart de ces mesures se révéleraient plus efficaces, semble-t-il, si la pression de la demande était moins forte qu'on ne le prévoit pour le reste de l'année 1966 et les premiers mois de 1967.

On peut objecter que de nouvelles dispositions visant à atténuer les pressions qui s'exercent sur les ressources auraient probablement une incidence défavorable sur les investissements productifs et, par conséquent, sur l'accroissement de la capacité de production. Toutefois, le taux de croissance de la demande globale n'est pas le seul élément déterminant dans le domaine des investissements productifs. Le désir d'accroître l'efficacité et de réduire les coûts joue aussi un rôle important, et les pouvoirs publics ont d'ailleurs pris des mesures d'incitation dans ce sens. Il semble, en outre, que les entreprises soient davantage conscientes de la nécessité de maintenir leurs investissements à un niveau régulier, quelles que puissent être les fluctuations temporaires de l'activité économique. Les investissements des industries manufacturières risquent, néanmoins, de se trouver affectés par la période actuelle de restrictions, et c'est l'une des principales raisons pour lesquelles le Gouvernement s'est montré peu enclin à prendre des mesures radicales de déflation. Cette politique a eu jusqu'à présent des résultats positifs puisque les investissements dans ce secteur se sont maintenus à un niveau satisfaisant, contrairement à ce que l'on avait observé pendant les phases correspondantes des cycles antérieurs. Leur importance par rapport à la demande finale se révèle toutefois plus faible pendant la présente phase d'expansion que pendant les reprises précédentes. Cela pourrait entraver la croissance future de l'économie. D'un autre côté, les autorités britanniques considèrent que les diverses mesures qui sont actuellement prises pour accroître la productivité industrielle permettront au

Royaume-Uni d'obtenir de l'équipement existant aussi bien que des nouveaux investissements un rendement plus élevé que par le passé.

Etant donné que la croissance de la production pendant les trois premières années du Plan n'atteindra probablement que la moitié du taux prévu pour la période 1964-1970, ce serait faire preuve de réalisme que de reconnaître l'impossibilité d'accélérer le rythme de l'expansion aussi rapidement qu'on l'avait initialement espéré. Il faudra en tirer les conséquences en ce qui concerne l'accroissement de la dépense nationale. A l'heure actuelle les dépenses courantes aussi bien que les dépenses d'investissement de l'État augmentent aux taux prévus par le Plan alors que les dépenses de consommation et les investissements privés progressent plus lentement. Certaines des industries du secteur public sont des industries à forte proportion de capital, et des économies considérables pourraient être réalisées si leur taux de croissance, tel qu'il est prévu dans le Plan, était révisé en baisse. Un nouvel étalement de leurs programmes d'investissements pourrait donc contribuer de façon appréciable à réduire la pression de la demande dans les deux ou trois prochaines années, qui s'annoncent critiques. Il est toutefois difficile de réduire ces programmes rapidement. Le Gouvernement tiendra compte sans aucun doute de ces considérations au moment de la révision du Plan.

Une politique visant à accroître le volant de ressources inutilisées ne signifie pas nécessairement que toute expansion de la demande intérieure soit interdite, mais il est certain que les possibilités d'accroissement seront limitées dans les années à venir. Pendant la période où l'on s'efforcera d'atténuer les pressions sur les ressources, la demande globale devra s'accroître moins rapidement que la capacité de production, et, à l'intérieur de cette demande globale, les exportations totales devront progresser plus rapidement que la demande intérieure. Toutefois, dès que la pression de la demande serait ramenée à un niveau acceptable, la demande globale pourrait commencer de s'accroître au même rythme que la capacité.

Il importe que cette phase d'accélération de la croissance n'intervienne ni trop tôt ni trop brusquement, et il faudra veiller à ne pas laisser le rythme d'expansion atteindre un niveau qui puisse compromettre de nouveau l'équilibre de la balance des paiements. Faute de prudence, on pourrait voir se répéter encore l'expérience trop fréquente de ces dernières années, c'est-à-dire voir l'économie entrer dans une phase d'expansion excessive qui aboutirait inévitablement à une nouvelle phase de restrictions et d'ajustement. Cette succession de coups d'accélérateur et de coups de frein est certainement le moyen le moins propre à créer un climat favorable à la croissance.

PAGE BLANCHE

ANNEXE STATISTIQUE

TABLEAU I. PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

Millions de livres aux prix de 1958.

	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COUT DES FACTEURS ¹	DÉPENSE FINALE AUX PRIX DU MARCHÉ					IMPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES	AJUSTEMENT AU COUT DES FACTEURS	
		DÉPENSE TOTALE	CONSOMMATION DU SECTEUR PRIVÉ	CONSOMMATION DU SECTEUR PUBLIC	FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	VARIATIONS DES STOCKS ET TRAVAUX EN COURS			EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES
1961	22.633	31.166	17.124	3.964	4.507	319	5.252	5.437	3.096
1962	22.806	31.443	17.464	4.091	4.471	76	5.341	5.536	3.101
1963	23.711	32.755	18.273	4.153	4.580	177	5.572	5.745	3.299
1964	24.996	34.758	18.945	4.229	5.330	513	5.741	6.261	3.501
1965	25.596	35.433	19.234	4.390	5.525	311	5.973	6.314	3.523
<i>Corrigés des variations saisonnières :</i>									
1963 : 1 ^{er} trimestre	5.690	7.840	4.444	1.034	1.000	-14	1.376	1.370	780
2 ^e —	5.953	8.202	4.548	1.038	1.154	72	1.390	1.419	830
3 ^e —	5.928	8.238	4.627	1.034	1.189	1	1.387	1.473	837
4 ^e —	6.140	8.475	4.654	1.047	1.237	118	1.419	1.483	852
1964 : 1 ^{er} —	6.177	8.582	4.724	1.050	1.277	95	1.436	1.546	859
2 ^e —	6.249	8.668	4.690	1.049	1.323	173	1.433	1.567	852
3 ^e —	6.234	8.681	4.714	1.060	1.351	137	1.419	1.572	875
4 ^e —	6.336	8.827	4.817	1.070	1.379	108	1.453	1.576	915
1965 : 1 ^{er} —	6.427	8.869	4.877	1.057	1.396	61	1.478	1.518	924
2 ^e —	6.347	8.763	4.732	1.113	1.372	95	1.451	1.578	838
3 ^e —	6.364	8.848	4.768	1.097	1.360	117	1.506	1.617	867
4 ^e —	6.458	8.953	4.857	1.123	1.397	38	1.538	1.601	894

1. Egale : dépense totale aux prix du marché, moins importations de biens et services, moins impôts indirects, plus subventions.

Source : Economic Trends.

TABLEAU II. FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE

Millions de livres aux prix de 1958.

	TOTAL	SECTEUR PRIVÉ ¹	SECTEUR PUBLIC ²		VÉHICULES, NAVIRES ET AÉRONEFS	ÉQUIPE- MENT ET OUTILLAGE	LOGEMENTS		AUTRES CONSTRUC- TIONS ET TRAVAUX PUBLICS ³
			COLLECTI- VITÉS PUBLIQUES	ENTRE- PRISES PUBLIQUES			SECTEUR PRIVÉ	SECTEUR PUBLIC	
1961	4.507	2.743	885	879	607	1.688	527	286	1.399
1962	4.471	2.638	949	884	525	1.653	515	325	1.453
1963	4.580	2.642	983	955	555	1.734	512	346	1.433
1964	5.330	3.043	1.202	1.085	652	1.922	625	462	1.669
1965	5.525	3.126	1.258	1.141	629	2.016	617	502	1.761
<i>Corrigés des variations saisonnières:</i>									
1963 : 1 ^{er} trimestre	1.000	594	198	208	130	399	90	60	321
2 ^e —	1.154	663	251	240	135	435	133	89	362
3 ^e —	1.189	679	259	251	138	445	143	95	368
4 ^e —	1.237	706	275	256	152	455	146	102	382
1964 : 1 ^{er} —	1.277	727	290	260	160	461	148	112	396
2 ^e —	1.323	748	301	274	158	480	157	118	410
3 ^e —	1.351	778	300	273	170	485	160	113	423
4 ^e —	1.379	790	311	278	164	496	160	119	440
1965 : 1 ^{er} —	1.396	800	311	285	155	507	163	120	451
2 ^e —	1.372	772	310	290	165	495	151	121	440
3 ^e —	1.360	766	316	278	149	498	150	126	437
4 ^e —	1.397	788	321	288	160	516	153	135	433

1. Y compris le solde des achats et ventes de terrains et de bâtiments existants.

2. Y compris les frais de cession des terrains et bâtiments.

Source : Economic Trends.

TABLEAU III. PRODUCTION, EMPLOI ET AUTRES INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

	1962	1963	1964	1965	1965				1966 1 ^{er} TRIM.
					1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.	
<i>Production industrielle</i> ¹ (1958 = 100) :									
Ensemble des industries	115,1	119,0	128,2	131,9	132	131	132	133	134
Industries manufacturières	115,3	120,0	129,5	133,8	133	133	134	135	137
Industries mécaniques	115	119	128	133	132	132	131	136	137
Construction	121	121	135	138	138	137	137	137	137
Industries extractives	95	95	95	92	95	92	91	89	88
<i>Main-d'œuvre</i> ² :									
Effectifs totaux des personnes ayant un emploi ³ ('000)	22.572	22.603	22.892	23.147	23.008	23.147	23.325	23.304	23.059
Emploi total dans l'industrie ¹ (1958 = 100)	103,6	102,4	104,1		104,3	104,0	104,3		
Chômage ^{4 5} ('000)	419	502	362	309	306	304	321	305	279
Chômage en pourcentage de l'emploi total ^{1 4} (%)	1,8	2,2	1,6	1,3	1,3	1,3	1,4	1,3	1,2
Offres d'emploi non satisfaites ^{2 5} ('000)	214	196	317	385	375	391	381	391	423
Nombre moyen d'heures de travail par semaine ^{1 6} (1958 = 100)	97,6	97,5	98,2	97,0	97,3	97,5	96,8	96,4	95,3
<i>Commandes</i> ¹ :									
Industries mécaniques (1958 = 100) :									
Commandes nouvelles :									
— pour le marché intérieur	117	137	153	145	152	138	137	156	140
— pour le marché extérieur	128	143	151	146	153	139	136	156	149
Industries mécaniques et électriques, commandes en carnets (fin de période) (déc. 1958 = 100) :									
— pour le marché intérieur	116	140	164	166	170	166	165	166	164
— pour le marché extérieur	129	143	162	166	169	169	165	166	169
Machines-outils pour le travail de métaux, commandes en carnets ¹ (fin de période) (millions de livres)	88,9	69,7	87,8	105,8	92,7	96,6	102,8	105,8	105,6
<i>Construction</i> :									
Bâtiments à destination industrielle, superficie approuvée ² (millions de pieds carrés)									
Logements (mis en chantier) ('000)	31,9	33,3	50,7	53,9	15,2	13,2	14,2	11,4	
Commandes nouvelles dans la construction ² (millions de livres)	333	377	436	403	99	114	93	96	86
Commandes nouvelles dans la construction ² (millions de livres)	2.243	2.535	2.993	2.912	816	751	713	632	759
<i>Variations des stocks</i> ^{1 7} (millions de £ aux prix de 1958) :									
Industries manufacturières	33	89	332	199	49	83	71	—4	66
Distribution de gros et de détail	36	84	119	76	2	2	41	31	23
<i>Consommation</i> ¹ :									
Valeur des ventes au détail (1961 = 100)	103	108	113	120	118	119	121	123	124
Volume des ventes au détail (1961 = 100)	100	103	106	108	108	107	108	109	110
Voitures de tourisme, immatriculations nouvelles ('000 <i>taux trimestriels</i>)	197	253	298	281	347	255	254	270	331

1. Corrigés des variations saisonnières.
2. Grande-Bretagne seulement.
3. Pour les chiffres annuels : juin; pour les autres : derniers mois du trimestre.
4. Grande-Bretagne; chômeurs complets (à l'exclusion des jeunes ayant quitté l'école).
5. Corrigés des variations saisonnières par l'OCDE.
6. Ouvriers dans l'industrie manufacturière.
8. Pour les variations totales des stocks, voir tableau I.

Source : Monthly Digest of Statistics, Board of Trade Journal, NIESR Economic Review, OCDE Principaux Indicateurs Économiques.

TABLEAU IV. REVENUS, COÛTS, PRIX ET PRODUCTIVITÉ

	1961	1962	1963	1964	1965	1965				1966 1 ^{er} TRI.
						1 ^{er} TRI.	2 ^e TRI.	3 ^e TRI.	4 ^e TRI.	
<i>Salaires et profits :</i>										
Salaires horaires dans l'industrie et les services (31 janv. 1956 = 100) ...	130,3	136,2	141,3	148,6	157,9	153,8	166,2	159,9	161,6	165,9
Gains moyens dans l'industrie et les services, (moyenne 1963 = 100) ..	—	—	100,0	106,5	113,6	111,2	113,5	114,0	115,5	118,5
Revenu du travail ¹ (1958 = 100)	121,6	128,1	134,5	145,1	155,8	150,7	155,0	157,2	160,4	
Revenu des sociétés et des entreprises publiques ¹ (1958 = 100)	128,7	132,0	147,2	166,2	171,7	177,5	168,4	172,5	168,4	
<i>Coûts par unité de production¹ (1958 = 100) :</i>										
Revenu du travail par unité de production :	108,5	112,9	114,7	116,9	123,0	118,8	123,4	124,1	125,5	
<i>Prix² :</i>										
<i>Industrie manufacturière non alimentaire (1954 = 100) :</i>										
Prix des matières de base et de l'énergie utilisée (1954 = 100)	104,4	103,0	104,5	108,6	110,6	109,7	111,0	110,4	111,5	113,6
Prix des produits manufacturés, ventes sur le marché intérieur (1954 = 100)	119,1	120,6	121,4	124,7	129,5	128,3	129,1	129,9	130,5	131,1
Coût de la construction (1954 = 100)	118	122	126	128	134	132	133	134	136	
<i>Prix au détail (janvier 1962 = 100) :</i>										
Tous articles	—	101,6	103,6	107,0	112,1	109,6	112,4	112,9	113,6	114,4
Produits alimentaires	—	102,3	104,8	107,8	111,6	110,2	112,0	111,9	112,4	113,0
<i>Productivité¹ (1958 = 100) :</i>										
Produit intérieur brut par personne employée	109	110	113	119	121	121	120	121	122	
Production par homme-heure dans les industries manufacturières	110	113	119	126	130	131	129	130	131	

1. Corrigés des variations saisonnières.
2. Moyennes mensuelles.

Source : Monthly Digest of Statistics, Statistics Incomes, Prices, Employment and Production, et NIESR Economic Review.

TABLEAU V. STATISTIQUES MONÉTAIRES ET BANCAIRES

	1961	1962	1963	1964	1965	1965				1966
						1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.	1 ^{er} TRIM.
Taux de l'escompte (fin de période) (pourcentage)	6	4,50	4	7	6	7	6	6	6	6
Taux d'intérêt des bons du Trésor ¹ (pourcentage)	5,14	4,17	3,67	4,59	5,91	6,55	5,54	5,49	5,52	5,60
Rendement moyen du 2,50 consolidé ² (pourcentage)	6,20	5,98	5,58	6,03	6,42	6,32	6,65	6,24	6,44	6,66
Monnaie en circulation dans le public (millions de £)	2,151	2,161	2,218	2,341	2,493	2,439	2,508	2,511	2,616	2,575
Nouvelles émissions de valeurs brutes, (millions de £)	699,4	638,7	654,1	750,6	815,4	185,4	167,2	213,8	249,0	366,6
En cours des crédits à la consommation (fin de période) (millions de £) .	934	887	959	1,280	1,386	1,288	1,343	1,357	1,386	1,357
Nouveaux crédits accordés pendant la période (millions de £)	822	761	853	1.025	1.033	256	291	249	237	245
BANQUES DE LONDRES AFFILIÉS AU CLEARING :										
Comptes courants (millions de £)	4.157	4.186	4.486	4.836	4.869	4.800	4.857	4.861	5,019	4,941
Dépôts à terme (millions de £)	2.638	2.747	2,781	2,922	3,292	3,155	3,290	3,370	3,458	3,496
Comptes divers (millions de £)	600	678	704	791	829	767	803	815	976	843
Total des avoirs liquides (millions de £)	2,437	2,546	2,535	2,589	2,763	2,571	2,690	2,842	3,039	2,792
Total des avoirs liquides (% des dépôts totaux)	33,0	33,5	31,8	30,3	30,7	29,5	30,1	31,4	32,1	30,1
Investissement (millions de £)	1.122	1.194	1.244	1.220	1.087	1.048	1.053	1.066	1.185	1.111
dont : Fonds d'Etat (millions de £)	1.009	1.082	1.128	1.098	956	924	923	930	1.047	972
Investissements (% des dépôts totaux)	15,2	15,7	15,6	14,3	12,1	12,0	11,8	11,8	12,5	12,0
Avances (millions de £)	3,357	3,408	3,880	4,328	4,653	4,671	4,687	4,669	4,569	4,826
Avances (% des dépôts totaux)	45,4	44,8	48,7	50,6	51,8	53,6	52,4	51,6	48,3	52,0
Dépôts nets ⁵ (millions de livres, corrigés des variations saisonnières) . . .	—	7.215	7.620	8.110	8.560	8.185	8.315	8.465	8.560	8.725
Avances (sauf aux industries nationalisées) (millions de livres, corrigées des variations saisonnières)	—	3,545	4.025	4.545	4.615	4.560	4.590	4.645	4.615	4.685

1. Les chiffres annuels représentent les moyennes des soumissions hebdomadaires; les chiffres trimestriels sont ceux de fin de période.

2. Les chiffres trimestriels représentent les moyennes du dernier mois de chaque trimestre.

3. Grande-Bretagne seulement.

4. Les chiffres annuels sont fondés sur les moyennes mensuelles; les chiffres trimestriels sont ceux du 3^e mercredi du dernier mois de chaque trimestre.

5. Dernier mois de chaque période.

Source : Financial Statistics, Board of Trade Journal.

TABLEAU VI. AVOIRS ET ENGAGEMENTS DU ROYAUME-UNI LIBELLÉS EN STERLING

Millions de livres.

	1964				1965				1966
	1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.	1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.	1 ^{er} TRIM.
Fin de période :									
Engagements	4.810	4.889	4.978	5.155	5.184	5.480	5.611	5.690	5.829
Dépôts à vue et à terme	1.903	1.895	1.962	1.764	1.763	1.757	1.827	1.903	2.956
Bons du trésor ¹	1.677	1.769	1.786	2.091	2.073	2.404	2.517	2.498	2.556
Effets commerciaux et billets à ordre	70	70	69	72	73	66	75	80	72
Obligations de l'Etat	1.160	1.155	1.161	1.228	1.275	1.253	1.192	1.209	1.145
Avoirs	1.063	1.058	1.063	1.101	1.170	1.130	1.091	1.142	1.145
Avances bancaires et découverts	398	375	406	422	463	409	354	369	366
Effets commerciaux et billets à ordre	424	424	420	453	480	491	496	522	539
Acceptations	241	259	237	226	227	230	241	251	240
Engagements nets	3.747	3.831	3.915	4.054	4.014	4.350	4.520	4.548	4.684

1. Y compris des titres ne portant pas intérêt.

Source : Bank of England Bulletin.

TABLEAU VII. COMMERCE EXTÉRIEUR

Chiffres corrigés des variations saisonnières.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1965				1966 1 ^{er} TRIM.
							1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.	
IMPORTATIONS (millions de livres) :											
Valeurs (moyennes mensuelles)	388	379	386	415	475	480	458	485	489	490	507
Indice de volume (1961 = 100)	101	100	103	107	119	120	114	120	123	122	126
Indice de valeur unitaire (1961 = 100) ¹	102	100	99	103	107	107	107	107	106	107	108
Importations par catégorie (moyennes mensuelles) :											
— produits alimentaires, boissons et tabac	128	124	131	140	148	143	132	144	149	148	145
— matières premières, huiles et graisses	90	84	77	83	93	93	93	94	94	91	92
— combustibles	40	40	44	47	49	51	53	51	48	52	54
— produits semi-finis	84	81	80	88	110	114	106	117	116	118	123
— produits finis	43	46	50	54	70	74	65	73	77	78	84
EXPORTATIONS (millions de livres) :											
Valeurs (moyennes mensuelles)	304	316	325	351	368	394	383	381	399	410	414
Indice de volume (1961 = 100)	97	100	102	108	111	117	115	113	118	121	122
Indice de valeur unitaire (1961 = 100) ¹	100	100	101	104	106	108	108	108	109	109	111
Exportations des produits manufacturés (moyennes mensuelles)	255	267	273	292	308	333	322	323	337	347	348
Part du Royaume-Uni dans les exportations mondiales de produits manufacturés (%) ¹	16,3	16,2	15,6	15,4	14,2	13,6	13,9	13,4	13,7	13,6	13,4
Exportations par zone :											
— zone sterling	120	118	113	122	128	137	136	133	138	140	130
— Amérique du Nord	48	45	46	46	50	59	52	53	61	66	70
— CEE	47	55	64	73	75	75	74	75	75	78	83
— EFTA	36	40	43	46	52	56	56	55	55	56	63
Termes de l'échange (1961 = 100) ^{1 2}	97	100	102	101	99	102	100	101	102	102	102

1. Données non corrigées des variations saisonnières.

2. Indice de valeur unitaire des exportations rapporté à l'indice de valeur unitaire des importations.

Source : Report on Overseas Trade, Board of Trade Journal, NIESR Economic Review.

TABLEAU VIII. BALANCE DES PAIEMENTS

Millions de livres sterling.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1964		1965				1966 1 ^{er} TRIM.
							3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.	1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.	
Importations f.o.b.	4,137	4,041	4,092	4,366	5,006	5,044	1,216	1,287	1,228	1,270	1,250	1,296	1,368
Exportations et réexportations, f.o.b.	3,733	3,892	3,994	4,287	4,471	4,779	1,030	1,162	1,140	1,212	1,150	1,277	1,289
Balance commerciale	-404	-149	-98	-79	-535	-265	-186	-125	-88	-58	-100	-19	-79
— corrigée des variations saisonnières							-151	-126	-39	-118	-74	-34	-77
Invisibles (net)	131	135	191	184	129	129	-6	26	50	53	-18	44	53
— corrigée des variations saisonnières							27	23	21	48	18	42	38
— dont, secteur public	-286	-338	-362	-382	-434	-454	-101	-103	-110	-115	-118	-111	-114
— dont, secteur privé ¹	417	473	553	566	563	583	95	129	160	168	100	155	219
Balance des paiements courants	-273	-14	93	105	-406	-136	-192	-99	-38	-5	-118	25	-26
— corrigée des variations saisonnières							-124	-103	-18	-70	-56	8	39
Balance des opérations en capital à long terme.	-185	77	-93	-162	-363	-218	-61	-97	-66	-33	-92	-27	-73
— Secteur public	-102	-45	-104	-105	-116	-81	-28	-43	-14	-12	-25	-30	-24
— Secteur privé	-83	122	11	-57	-247	-137	-33	-54	-52	-21	-67	3	-49
Balance des paiements courants et des opérations en capital à long terme	-458	63	—	-57	-769	-354	-253	-196	-104	-38	-210	-2	-99
Erreurs et omissions	300	-24	89	-68	22	105	6	-33	-1	48	4	54	77
Balance des opérations monétaires ²	158	-39	-89	125	747	249	247	229	105	-10	206	-53	22 ³
— mouvement monétaires divers (net)	27	-12	89	-67	54	135	7	-13	10	15	74	36	-8
— variation (nette) des engagements libellés en devises étrangères	60	-15	40	-16	218	-137	100	23	140	-196	-54	-27	-53
— engagements en sterling (nets)	397	-356	-23	150	-6	-2	80	-220	-34	-167	169	30	-33
— variation (nette) des avoirs officiels en devises non convertibles	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
variation de la position au F.M.I.	-151	374	-379	5	359	499	1	359	-6	503	4	-2	3
— réserves d'or et de devises convertibles ..	-177	-31	183	53	122	-246	59	80	-5	-165	13	-89	-203 ⁴

1. Y compris certaines transactions du secteur public, portant notamment sur des intérêts, profits et dividendes.

2. Avoirs : — = augmentation; + = diminution. Engagements : + = augmentation; — = diminution.

3. Compte tenu de l'inclusion dans les réserves d'une somme de 316 millions de livres provenant de la mobilisation d'une partie du portefeuille libellé en dollars.

4. Compte non tenu de cette somme de 316 millions de livres.

Source : Economic Trends.

OECD SALES AGENTS

DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINA - ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A.,
Aisina 500, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA - AUSTRALIE

B.C.N. Agencies Pty, Ltd.,
53 D Bourke Street, MELBOURNE, C.I.

AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold & Co., Graben 31, WIEN 1.
Sub-Agent: GRAZ: Buchhandlung Jos. A. Kienreich, Sackstrasse 6.

BELGIUM - BELGIQUE

Standaard Welenschappelijke Uitgeverij,
Belgiëlei 147, ANVERS.
Librairie des Sciences (R. Stoops),
76-78, Coudenberg, BRUXELLES.

CANADA

Queen's Printer - Imprimeur de la Reine,
OTTAWA.

DENMARK - DANEMARK

Munksgaard Boghandel, Ltd., Nørregade 6,
KOBENHAVN K.

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2,
HELSINKI.

FORMOSA - FORMOSE

Books and Scientific Supplies Services, Ltd.
P.O.B. 83, TAIPEI.
TAIWAN.

FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE,
2, rue André-Pascal, PARIS (16^e).

Principaux sous-dépôtaires :

PARIS : Presses Universitaires de France,
49, bd Saint-Michel, 5^e
Librairie de Médecis, 3, rue de Médecis, 6^e
Sciences Politiques (Lib.), 30, rue Saint-Guillaume, 7^e
La Documentation Française, 16, rue Lord Byron, 8^e
AIX-EN-PROVENCE : Librairie de l'Université.

BORDEAUX : Mollat.

GRENOBLE : Arthaud.

LILLE : Le Furet du Nord.

LYON 2^e : L. Demortière.

STRASBOURG : Berger-Levrault.

GERMANY - ALLEMAGNE

Deutscher Bundes-Verlag G.m.b.H.
Postfach 9380, 53 BONN.
Sub-Agents : BERLIN 62 : Elfert & Meurer.
MÜNCHEN : Hueber, HAMBURG : Reuter-
Klöckner; und in den massgebenden Buchhand-
lungen Deutschlands.

GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann, 28, rue du Stade, ATHÈNES-132.

ICELAND - ISLANDE

Snæbjörn Jónsson & Co., h.f., Hafnarstræti 9,
P.O. Box 1131, REYKJAVIK.

INDIA - INDE

International Book House Ltd.,
9 Ash Lane, Mahatma Gandhi Road, BOMBAY 1.
Oxford Book and Stationery Co. :
NEW DELHI, Scindia House,
CALCUTTA, 17 Park Street.

IRELAND - IRLANDE

Eason & Son, 40-41 Lower O'Connell Street,
DUBLIN.

ISRAEL

Emanuel Brown,
35 Allenby Road, and 48 Nahlat Benjamin St.,
TEL-AVIV.

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni
Via Lamarmora 45, FIRENZE.
Via Paolo Mercuri 19/B, ROMA.

Sous-Dépôtaires : GENOVA : Libreria Di
Stefano. MILANO : Libreria Hoepli. NAPOLI :
Libreria L. Cappelli. PADOVA : Libreria Zannoni.
PALERMO : Libreria C. Cicala Inguaggiato. ROMA :
Libreria Rizzoli, Libreria Tombolini. TORINO
Libreria Lattes.

JAPAN - JAPON

Maruzen Company Ltd.,
6 Tori-Nichome Nihonbashi, TOKYO.

KENYA

New Era Publications
Ghale House, Government Road,
P.B. 6854.

NAIROBI.

LEBANON-LIBAN

Redico
Immeuble Edison, Rue Bliss, B.P. 5641,
BEYROUTH.

LUXEMBOURG

Librairie Paul Bruck
22, Grand' Rue,
LUXEMBOURG.

MALTA - MALTE

Labour Book Shop, Workers' Memorial Building,
Old Bakery Street, VALLETTA.

MOROCCO - MAROC

Éditions La Porte, Aux Belles Images,
281, avenue Mohammed V, RABAT.

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

W.P. Van Stockum & Zoon,
Buitenhof 36, DEN HAAG.
Sub-Agents : AMSTERDAM : Schellema & Holkema
N.V., Rokin 44. ROTTERDAM : De Wester
Boekhandel, Nieuwe Binnenweg 331.

NEW ZEALAND - NOUVELLE ZÉLANDE

Government Printing Office,
20 Molesworth Street (Private Bag), WELLINGTON
and Government Bookshops at
Auckland (P.O.B. 5344)
Christchurch (P.O.B. 1721)
Dunedin (P.O.B. 1104).

NORWAY - NORVÈGE

A/S Bokhjornet, Lille Grensen 7, OSLO.

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65, The Mall, LAHORE 3

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70, LISBOA.

SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD

Van Schaik's Book Store Ltd.,
Church Street, PRETORIA.

SPAIN - ESPAGNE

Mundi Prensa, Castelló 37, MADRID.
Libreria Bastinos de José Bosch, Pelayo 52,
BARCELONA 1.

SWEDEN - SUÈDE

Fritzes, Kungl. Hovbokhandel,
Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16.

SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 6, rue Grenus, 1211 GENÈVE, 11
et à LAUSANNE, NEUCHÂTEL, VEVEY,
MONTREUX, BERNE, BALE et ZURICH.

TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu,
ISTANBUL et 12 Ziya Gökalp Caddesi, ANKARA.

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, LONDON,
S.E.1.

Branches at : EDINBURGH, BIRMINGHAM,
BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA

OECD Publications Center, Suite 1305,
1750 Pennsylvania Ave, N. W.
WASHINGTON, D. C. 20006.

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Marsala Tita, 23, P.O.B. 36,
BEOGRAD.

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire
peuvent être adressées à :

OCDE, Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, Paris (16^e).

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to
OECD, Publications Office, 2, rue André-Pascal, Paris (16^e).

PUBLICATIONS DE L'OCDE
2, rue André-Pascal, Paris XVI*
Dépôt légal n° 1.472
Septembre 1966. N° 20.974



IMPRIMÉ EN FRANCE



ÉTUDES ÉCONOMIQUES

L'OCDE publie chaque année une série d'études économiques par pays.

La série 1965-1966 comprendra des études sur les pays suivants (ceux marqués * ont déjà été publiés).

ALLEMAGNE *	JAPON *
AUTRICHE *	NORVÈGE *
CANADA *	PAYS-BAS *
DANEMARK *	PORTUGAL
ESPAGNE *	République Socialiste
ÉTATS-UNIS *	Fédérative de YOUGOSLAVIE
FRANCE	ROYAUME-UNI *
GRÈCE *	SUÈDE *
IRLANDE *	SUISSE *
ISLANDE *	TURQUIE *
ITALIE *	U.E.B.L.

	F	FS	DM	£ s.	\$ U.S.
<i>Prix par fascicule :</i>	3	3	2,50	—5	0,80
<i>Abonnement à la série complète :</i>	42	42	35	3,3	10